

Le Courrier des incroyables

# Conseils de Révision

Actualités de mai 2003

-----oooOOO\$\$\$OOOooo-----

AU CANADA, C'EST-A-DIRE NULLE PART

Canadian Association for Free Expression  
April 8, 2003  
à: Hon. Bob Runciman, MPP  
Ministry of Public Safety and Security

Monsieur,

Je suis le représentant en justice de l'éditeur Ernst Zündel, actuellement détenu au Centre de détention de Niagara au titre de l'article 58.1.c. de la loi (sur l'immigration). Je suis extrêmement inquiet de la manière dont est traité M. Zündel. Il a 64 ans; c'est un pacifiste. Il est actuellement sous traitement médical. Il lui est arrivé plusieurs fois d'être incarcéré brièvement dans des prisons canadiennes, américaines et allemandes: il n'a jamais cherché à s'enfuir. Les autorités du Centre de détention de Niagara le maintiennent en isolement complet. Vu son âge et les opinions qui sont les siennes, il se peut que cela soit pour son bien.

Mais ce qui m'inquiète est qu'on lui refuse toute lecture, y compris les journaux. Beaucoup de prisons possèdent des bibliothèques. M. Zündel n'est pas incarcéré pour avoir commis quelque crime. Il n'a jamais été condamné pour quoi que ce soit au Canada. En plus, il n'a vraiment pas choisi d'être là: ce sont les Etats-Unis qui l'ont déporté. Le moindre respect de la personne humaine voudrait qu'il puisse avoir accès à de la lecture. Il essaie actuellement de se préparer à une série d'audiences judiciaires compliquées au Canada et aux Etats-Unis. Mais on lui interdit d'utiliser un stylo. Il est obligé de se contenter de gribouiller avec des bouts de crayon. C'est scandaleux. J'ai essayé de savoir si votre service fournissait une déclaration des droits des prisonniers. Malgré de nombreux appels, je n'ai pas pu obtenir un tel document ou une telle déclaration.

Je compte sur votre aide dans cette affaire et vous prie d'agréer...

Paul Fromm

-----

Nous avons laissé notre ami Ernst Zündel, le mardi 1er avril, en plein contre-interrogatoire.

La journée s'est achevée sur une décision scandaleuse: E. Zündel devra rester encore un mois en prison afin que le "Ministère (de l'immigration) prenne les mesures nécessaires pour enquêter sur le bien-fondé des motifs invoqués pour le maintenir en prison pour des raisons de sécurité"; la prochaine audience est fixée au 2 mai.

Par suite de la défection de deux avocats auxquels E. Zündel avait pourtant payé de sérieux honoraires, c'est le Canadien Paul Fromm, directeur de la Canadian Association for Free Expression (CAFE: Association canadienne pour la liberté d'expression), qui a servi d'avocat à E. Zündel pendant ces deux jours d'audience (31/3 et 1/4); il a ensuite rédigé un compte rendu que nous tenons à la disposition de nos correspondants anglophones.

M. Fromm rappelle tout d'abord que "M. Zündel avait depuis 1958 le statut de résident permanent

canadien. De nouvelles lois stipulent qu'un éloignement de trois ans du Canada répartis sur une durée de cinq ans entraînent la perte de ce statut de résident permanent. Dès sa première audience on avait fait savoir à M. Zündel qu'il n'était plus considéré comme un résident permanent. Appel a été interjeté de cette décision."

Puis voici quelques extraits:

"Après avoir interrogé plusieurs personnes on m'a signalé que 'le prisonnier' était arrivé. On m'a fait entrer dans une petite cellule. Là j'ai trouvé Ernst Zündel, pas rasé, habillé d'une humiliante combinaison orange vif de prisonnier. Le pire est qu'il avait les fers aux pieds. Un gardien, l'air gêné, les lui a enlevés tandis que nous discutons de son cas. On ne m'a donné que 20 minutes pour me mettre au courant de ce qu'il voulait (...).

À notre entrée dans la salle d'audience, un nuage de journalistes s'est rué sur E. Zündel (...).

En face, pas moins de trois avocats du gouvernement. A leur tête, Donald MacIntosh, le grand spécialiste des crimes de guerre (...) Le juge s'appelait Robert Murrant (...) Nous avons découvert qu'une séance s'était tenue à huis-clos le 25 mars à Ottawa entre ce juge et le CSIS, hors la présence de Zündel; j'ai vivement protesté et rappelé que cette procédure était contraire à l'esprit des lois anglo-saxonnes (...)

Le seul et unique témoin à charge, un certain Stewart, est venu déclarer que le White Supremacist movement (mouvement pour la suprématie de la race blanche) était en déclin depuis 1994 mais que "le retour de Zündel servirait de paratonnerre pour faire revivre le mouvement".

Deux témoins à décharge ont pu être entendus: l'un, une femme, s'est déclarée prête à se porter caution pour Zündel en donnant sa maison; l'autre, un homme, s'est dit prêt à héberger E. Zündel à son domicile dès sa sortie de prison.

Puis ce fut le tour d'E. Zündel de s'exprimer: une déclaration "passionnée et galvanisante", écrit P. Fromm. E. Zündel a raconté les 20 années de combat qu'il a dû livrer contre le système judiciaire canadien et s'est déclaré "pacifiste et non violent", ce qui est une évidence pour tous ceux qui ont eu le bonheur de le rencontrer.

Le dernier témoin fut le révérend Robert Countess, ancien professeur de l'université de l'Alabama, spécialiste de la Bible et de grec ancien, aumônier dans l'armée américaine pendant 20 ans et qui connaît Ernst Zündel depuis 15 ans; R. Countess est venu expliquer qu'E. Zündel n'avait rien d'un raciste ni d'un défenseur de la race blanche.

Les opinions d'E. Zündel ne sont peut-être pas bien vues, a déclaré Paul Fromm, mais le fait de mettre en doute une version des faits de la seconde guerre mondiale n'est qu'une "différence d'opinion", ce n'est pas une menace pour la sécurité de la nation: "Il n'existe pas de motif valable de considérer que Zündel constitue une menace pour la sécurité de la nation."

P. Fromm a ensuite fait valoir que le maintien en prison de Zündel était une violation de ses droits élémentaires. Rappelons, à cette occasion, les conditions de détention d'E. Zündel, résumées de la manière suivante par le professeur Faurisson:

(...) E. Zündel est détenu dans une cellule sans fenêtre ni soupirail, avec éclairage de jour comme de nuit, avec une sortie de dix minutes par jour, chaînes aux pieds, que les gardiens et les autres détenus ne lui adressent pas la parole, que sa nourriture est introduite par un guichet sans un mot, qu'il n'a pour écrire qu'un mince bout de crayon et une feuille de papier, que pour griffonner il prend appui sur l'abattant de la cuvette de WC, etc. Il est revêtu de la tenue orange. Je note ici qu'il est apparu "non rasé" devant son juge; jamais de ma vie je n'ai vu mon ami "non rasé".

Normalement, lorsqu'une décision est annoncée par un juge, ce dernier résume brièvement les positions des deux parties puis explique son jugement. Dans ce cas-ci, les preuves apportées par les avocats du gouvernement ont été parfaitement résumées, puis entièrement approuvées; en revanche, "Nos arguments, dit P. Fromm, non seulement n'ont pas été pris en compte; ils n'ont pas même été cités." Puis le juge a prononcé: "J'ordonne la prolongation de la détention d'Ernst Zündel. La prochaine séance se tiendra le 2 mai 2003."

Tandis qu'on l'emmenait vers sa prison, Ernst Zündel a déclaré: "Je suis le dernier soldat allemand de la seconde guerre mondiale."

Voici l'adresse à laquelle on peut écrire à Ernst Zündel:  
Niagara Detention Center, 1355 Upper Lane, P.O. 150  
Thorold, Ont. L2V 4A6, Canada.

#### AU GUANTANAMO DU PAUVRE

**Ernst Zündel, apatride de fait, est toujours dans une prison canadienne "haute sécurité" sans le moindre motif judiciaire.** Robert Countess, ancien chapelain militaire américain, a pu intervenir devant les officiels canadiens:

1. The Crown's case against EZ has so far been characterized by one word: superficiality at every major point.

2. All adduced "evidence" is at bottom **non**-evidence insofar as convincing a reasonable, educated audience.
3. The Crown based its case on "suspicion" -- a highly subjective concept; each of us has **suspected** someone over the years of having done such and such, only to learn later that we were quite in error.
4. If the Minister can prevent bail or have someone arrested on the basis of the Minister's subjective feeling or intuition of **suspicion** and without tangible evidence, what safety is there in Canada for the masses or for the minorities? For **suspicion** to be taken seriously after, say, a 24 hour arrest **on suspicion of so and so**, there must be tangible evidence-say, a smoking gun and gunshot powder on the suspects hand.
5. The Crown case against EZ is really **not** different from residents of the USSR who could be arrested and sent to a GuLAG for life **just because Stalin s u s p e c t e d** the person was thinking or intending to do something against "national security."
6. "National Security" was not defined by the Crown on March 31st and April 1st; yet it was the centerpiece of the effort to keep EZ from being allowed out on bail. Next time, we must insist that "NS" be defined in some objective way, plus **demanding** that the Crown demonstrate that EZ not only **intends** to jeopardize Canada's "NS" but also possesses the **ability** to do so.
7. Does Canadian jurisprudence agree with the USA view of an accused being **innocent** until proven **guilty** or is it the other way around? The big difference has to do with the Crown being required to **prove** its case and EZ only defending himself against the procedure; if the latter, EZ is legally guilty as charged and then has to demonstrate his innocence-a much more dangerous situation for the accused.
8. The Crown's attorney MacIntosh compromised himself irreparably on April 1st at the break period, around 1530 hours when I personally observed him in the hallway whispering into the left ear of the CJC [Canadian Jewish Congress] agent. Since the CJC is a know anti-Zundel and anti-free **speech** fanatical and radical organization, MacIntosh's unprofessional behavior renders him no longer suitable to represent the Crown Minister in these proceedings. MacIntosh has **no** objectivity as a result of this seemingly secretive activity. (...)
9. In Western jurisprudence [but not in the East or Oriental world], punishment should fit the crime. EZ has **no** record of felonious crimes and **no** record of flight from bail or court dates and the charge against him is an administrative charge in the USA, not a felony. In Canada, he has applied for Political Asylum, thus **not** a charge but a positive action on his part wherein he seeks the **good** offices of the elected Ministers of the Dominion and the Administrative Law Judge [or whatever Murrnick is called]. **Hence**, to keep EZ in a solitary confinement and bring him to hearings in leg irons and handcuffs and prison orange is so egregiously **incompatible** with his positive action to seek Political Asylum that **any** reasonable observer with a university education can judge that the Crown has punished a man outrageously for appealing to the positive good of the Dominion to hear and examine his pleading for asylum. (...)
10. There has been **no** evidence provided from the USA's FBI that is negative; one can be certain that the Crown has in fact been in touch with the FBI and it might be good to learn from any FBI office and agents if a Crown agent traveled to the USA to speak with officials and examine and copy **any** relevant files.
11. The Crown has obviously **no** interest in the IN-justice of EZ's arrest without a warrant nor in the strange INS actions about the meeting notices and the attorney's failures. Instead, the Crown insists that EZ flagrantly disregarded US INS law. The point by point details presented by Dr. I. Rimland show the Crown to be lying.

8 avril

#### LES STATUES MEURENT AUSSI

La vigilanza è stata rafforzata a Senigallia, centro marittimo in provincia di Ancona, dopo disgustosi episodi di antisemitismo e di razzismo verificatisi nella notte tra sabato e domenica.

Alcuni sconosciuti hanno tracciato una svastica sul monumento dedicato ad Anna Frank, la giovinetta ebrea morta in un Lager nazista e autrice di un celebre "Diario".

Altri (o gli stessi) ignobili individui hanno tracciato due svastiche e altrettante croci celtiche sul portone e su una parete del museo-negoziato africano realizzato nella cittadina. [...]

*L'Osservatore Romano* - 17-18 Marzo 2003.

ENCORA L'ITALIA

**La Toscana che onora Chomsky**  
par Edgardo Bartoli

(...), dice il professor Furio Cerutti in una lettera al *Corriere della Sera* nella quale informa che la facoltà di Lettere e Filosofia dell'ateneo fiorentino ha deciso di dare una laurea "honoris causa" a Noam Chomsky, eliminati gli altri due candidati Luciano Berio e Vaclav Havel. Chomsky è una celebrità internazionale; [...] E continua: "La nostra Facoltà ha lasciato non molto tempo fa cadere la proposta di mettere una lapide per ricordare i docenti espulsi nel 1938 per le leggi razziali, ma ora onora in Chomsky **un personaggio che ritenne vent'anni fa di dover spendere il suo prestigio per proteggere Robert Faurisson, quando questi negava la verità storica dello sterminio nazista degli ebrei**".

Questo è Noam Chomsky, linguista di genio. Questi i motivi della laurea "honoris causa" che egli riceverà a Firenze: la terza che gli viene conferita in Toscana. E questa, appunto, è la Toscana; un tempo **terra di sublimi estremismi mistici e poetici**, in uno spirito sempre teso all'essenziale, allergico ai fronzoli retorici ed estetici, che esigeva portare i pensieri alle loro estreme conseguenze. La terra delle fazioni in perenne lotta fra loro, dove anche lo scherzo era estremo, e si chiamava, realisticamente, beffa. L'estremismo è rimasto nel temperamento più che nelle convinzioni, ereditarie in questa regione rimasta compattamente "rossa". [...]

*Azione*, mercoledì 12 mars, p. 3

LA BONNE TÔLE

**L'honneur par l'opprobre**  
par Michel de Preux

(...) Car je ne vois pas vraiment ce qu'il y a de sincèrement moral, dans le quotidien lausannois *Le Matin*, à admettre comme bon argent la culpabilité et la légitimité de l'emprisonnement de Monsieur Amaudruz lorsqu'on assure soi-même une partie de ses recettes par des pages entières d'annonces licencieuses pouvant favoriser le crime. (...)

Dans ce contexte pitoyable et déplorable, est-il encore décent de s'adresser à une autorité quelconque afin d'obtenir d'elle "vérité et justice"(\*)? A-t-on rencontré un seul professeur d'université s'insurger contre le prétendu crime de l'article 261bis de notre code pénal? Une seule autorité religieuse? Un seul notable de quelque canton que ce soit? Et il faudrait espérer que dans une société où pratiquement tout ce qui officiellement compte se couche, où le personnel politique dispose d'une autonomie de pensée et d'action rigoureusement proportionnée à son abdication devant les interdits idéologiques les plus arbitraires et les plus injustes, la raison, la sagesse, la mesure, l'équité, la droiture morale aient quelque chance de succès? (...)

(\*) Allusion à l'Association Vérité & Justice (responsable René-Louis Berclaz) qui combat activement pour faire abroger la loi-muselière antirévisionniste (article 261 bis) qui a permis l'emprisonnement du professeur Amaudruz.

*Le Pamphlet* (de Lausanne), n° 323, mars 2003, p. 3 (Case Ville 4047, CH-1002 Lausanne, Suisse)  
Gaston Amaudruz est sorti de prison.

AU COURRIER

*Certains tiennent toujours à la chambre de Dachau. Que leur dire ?*

Milano, 13 marzo 2003.

Egregio segretariato,

Sono rimasto estremamente contrariato nella lettura della Vostra pagina internet (<http://www.abc.com/aaargh/ital/broszat.html>) quando ho letto che a Dachau non fu mai "gassato" nessuno. E' inconcepibile che dopo tanti anni esista ancora una censura del genere su ciò che accadde durante la seconda guerra mondiale (ben 50 anni fa!). Esistono ancora testimoni vivi che hanno giurato che a Dachau fu utilizzata (e non poco) la camera a gas. Il governo tedesco tuttavia continua in maniera alquanto irritante a sostenere il contrario, portando come unica prova il fatto che queste persone non erano iscritte fra i detenuti di quel campo di concentramento (o meglio di sterminio), come se questo bastasse. Mi scusi se le scrivo in italiano, d'altronde in inglese non sarei stato in grado di esporre tutto il mio disappunto in merito all'argomento.

Aspetto notizie in merito con ansia, in quanto la pagina è pubblicata in favore all'istruzione e non alla

censura nazista.  
Grazie per la Sua attenzione.

Giovanni Furlan. "Giovanni Furlan Del Conte"  
<contegiova@libero.it>

#### ASCENSEUR POUR LA CENSURE

Paris (AP) - Le tribunal de grande instance de Paris a condamné vendredi le *Quid* et son éditeur Robert Laffont pour avoir une nouvelle fois violé un accord conclu avec plusieurs associations juives qui **contestent la présence de références révisionnistes** dans un paragraphe consacré aux victimes d'Auschwitz dans le *Quid 2003*.

Au cours d'une première procédure engagée en décembre 2001 par l'Union des étudiants juifs de France, la LICRA, "J'accuse", le Consistoire israélite de France et "Mémoire 2000", l'éditeur s'était engagé à retirer les références litigieuses de l'édition 2003 de l'encyclopédie.

La modification n'ayant pas été réalisée, les associations ont réclamé le retrait de la vente de l'ouvrage. Mais dans une décision du 6 novembre 2002, le juge des référés du TGI de Paris avait estimé qu'il était suffisant d'envoyer un texte rectificatif à tous les points de vente où il sera affiché à proximité du *Quid* et de faire insérer un erratum dans les 100.000 exemplaires encore à l'impression.

Faisant constater que la première obligation n'était pas remplie et doutant "fort de la bonne exécution" de la deuxième, les associations ont de nouveau saisi la justice.

Le juge des référés a donc rappelé vendredi à l'éditeur et au *Quid* que le texte de mise au point doit être diffusé à tous les détaillants. Le juge a assorti cette obligation d'une astreinte de 400 euros par infraction constatée. Les sociétés doivent également justifier de l'insertion de l'erratum dans les 100.000 exemplaires bloqués sous astreinte de 3.000 euros par jour de retard.

Sous la référence "Camps d'extermination. Pologne: Auschwitz-Birkenau", le *Quid* fournit le chiffre officiel de 1,2 million de morts et indique que "d'autres chiffres ont circulé". Il indique alors une vingtaine de chiffres et en dernier: "Faurisson ("révisionniste"): 150.000 en tout (dont environ 100.000 Juifs, la plupart morts du typhus)".

AP, 28 mars 2003.

#### LES CENSURES SONT SÛRES

*Le Monde*, comme d'habitude, se réveille trois mois après tout le monde:

### Internet livré à la censure

Le vent de la révolte souffle dans la Toile. En cause: l'adoption en première lecture par l'Assemblée nationale, le 27 février, du projet de *loi pour la confiance dans l'économie numérique* (LEN). Les nouvelles mesures visant à éradiquer des écrans **les contenus illicites** ou, tout au moins, à les rendre inaccessibles aux internautes français suscitent la colère et l'indignation d'associations et de mouvements de lutte pour la liberté d'expression sur le Réseau.

La droite parlementaire relance ainsi, à sa manière, un débat latent depuis les balbutiements d'Internet en France, au milieu des années 1990. A l'époque, des associations telles que l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) avaient attaqué en justice les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) afin qu'ils bloquent des sites négationnistes, antisémites ou racistes.

De tels recours s'étaient alors heurtés à la fois à un vide juridique et à des obstacles techniques (*Le Monde* du 18 mars 1996). Depuis, les FAI ont obtenu, avec la loi du 1er août 2000, que leur responsabilité ne soit pas engagée par le contenu de la Toile. En contrepartie, ils ont accepté de tout faire pour bloquer l'accès aux sites reconnus comme illicites par la justice. Et par elle seule.

Sur ce point, la LEN change profondément la donne. **Elle supprime la nécessité de recourir à un juge pour réclamer une telle mesure.** Désormais, quiconque jugera un site illicite pourra le notifier au fournisseur d'accès à Internet pour que celui-ci en bloque l'accès. L'article 43-8 de la LEN dispose en effet que les prestataires techniques du Réseau "ne peuvent voir leur responsabilité civile engagée du fait de la diffusion d'informations (...) que si, dès le moment où ils ont eu la connaissance effective de leur caractère illicite (...), ils n'ont pas agi avec promptitude pour retirer ces données ou rendre l'accès à celles-ci impossible".

On pourrait penser que cette "connaissance effective" résulte d'une action des pouvoirs publics. Il n'en est rien. Toute entreprise, association ou particulier peut notifier à un fournisseur d'accès à Internet **la présence sur ses serveurs d'un contenu qu'il juge "illicite"** et l'enjoindre de l'en effacer. A titre de comparaison, l'application d'une telle disposition dans le domaine de l'édition donnerait à quiconque le

**pouvoir de faire retirer une publication de la vente, sur la seule foi de son jugement.**

Si les prestataires techniques avertis refusent de prendre en compte la notification qui leur est faite, le plaignant peut alors engager des poursuites. Et, s'ils acceptent, l'auteur des contenus censurés peut contester leur caractère illicite et peut également, à son tour, attaquer le prestataire pour rupture abusive de contrat. "Nous voici entre le marteau et l'enclume", résume un responsable de l'Association française des fournisseurs d'accès (AFA), dont tous les membres pourraient bien vite se trouver dans cette situation de double insécurité juridique.

Jean Dionis du Séjour, député (UDF) de Lot-et-Garonne et rapporteur du texte, estime qu'un garde-fou existe: les plaignants seront passibles de poursuites si leur requête est, a posteriori, jugée abusive par la justice. Il reste que cette disposition ne s'applique qu'en second recours, si la justice est finalement saisie: du côté des fournisseurs d'accès, on ne cache pas que la suppression de tout site pouvant faire l'objet d'une demande d'interdiction pourrait devenir la norme.

Outre les menaces que le texte fait peser sur la liberté d'expression sur l'Internet français, la question est posée de son efficacité, dès lors qu'il ambitionne de s'attaquer à des contenus hébergés à l'étranger. Le blocage effectif de sites, comme de nombreuses affaires l'ont montré, se révèle souvent techniquement aléatoire, voire irréalisable. Les FAI ont plaidé à maintes reprises pour dire qu'ils sont sans réel pouvoir sur le contenu auquel ils donnent accès, les auteurs étant souvent installés à l'étranger.

**Tollé de protestations**

L'argument des tenants du texte est simple: les FAI doivent faire cesser le trouble à l'ordre public **en filtrant le trafic Internet**. Sinon ils deviennent de facto complices des auteurs eux-mêmes.

Le blocage de l'accès aux sites illicites par les FAI risque de n'être qu'une solution de façade. L'image de propreté qu'il donnera à la Toile ne sera qu'apparente. En effet, les sites bloqués changeront régulièrement d'adresse IP (Internet Protocol) et ne pourront être circonscrits durablement. De plus, cet état de fait compliquera davantage le travail des forces de l'ordre en renvoyant les criminels à plus de clandestinité, celle-là même qui a permis à la pédophilie de se développer discrètement, bien avant l'apparition d'Internet.

Car, en aucun cas, ces mesures de blocages ne s'attaquent aux racines du mal: le cyberspace n'est rien de plus que le reflet de pratiques ou d'idées qui préexistent dans la société. Supprimer les sites à caractère raciste n'endigues pas le racisme; supprimer les contenus de nature pédopornographique ne résout en rien les problèmes posés à la société par la pédophilie.

Pour justifier le texte, Jean Dionis du Séjour explique que "cette loi encadre le régime de responsabilité des prestataires techniques". "Cela est essentiel, poursuit-il, si on veut que les acteurs de l'Internet se sentent dans une situation de sécurité par rapport à eux." En tout état de cause, ce sont les fournisseurs d'accès qui devront payer le prix de ce "sentiment de sécurité". Face au tollé de protestations soulevé par la LEN, Jean Dionis du Séjour estime en outre que "les associations se fondent sur Internet comme espace de liberté. Il faut qu'Internet reste un espace de liberté, bien sûr, mais il est nécessaire qu'il devienne également un espace de droit". [*C'est-à-dire, en l'occurrence, un espace contrôlé par des groupes liberticides.* ]

Il semble que la majorité parlementaire et le gouvernement Raffarin veuillent étendre à la Toile sa politique sécuritaire. A cela près que, sur Internet, les entreprises, les associations ou même de simples particuliers auront un pouvoir de censure inédit. Plus besoin des interventions laborieuses des pouvoirs publics.

On peut espérer qu'une telle idéologie -- conduisant à une forme de privatisation de la justice -- ne soit pas étendue à d'autres domaines. Son application à Internet créerait en effet un dangereux précédent. Car le message, porté par ce texte pourtant anodin en apparence, est clair: les acteurs sociaux doivent pouvoir, en certaines occasions, se substituer aux forces de l'ordre.

Michel Alberganti et Stéphane Foucart  
*Le Monde*, 8 avril 2003.

*S'ils appliquent ce couperet, c'est la fin de l'internet français. C'est pas grave: il y a tout le reste. La France n'est qu'un minuscule canton dans un système qui ignore la géographie. La connerie, c'est ça la véritable et authentique "exception française".*

**DINGODOSSIER**

**450 euros d'amende pour non déclaration d'un site internet à la Cnil**

"Le responsable d'un site anti-sectes a été condamné à 450 euros d'amende par le TGI de Villefranche-sur-Saône pour ne l'avoir pas déclaré à la Commission nationale informatique et libertés (Cnil). Il y avait reproduit deux articles de presse qui mentionnaient **le nom** d'un responsable d'une entreprise considérée comme une émanation de la Scientologie. Ce dernier a porté plainte, avec constitution de partie civile,

pour non déclaration de traitement automatisé de **données nominatives** et conservation de données liées aux opinions religieuses et philosophiques (art. 31 de la loi de 1978), sans l'accord de l'intéressé. Sur ce dernier point, un non-lieu a été prononcé. En revanche, le tribunal a condamné le webmaster pour non accomplissement des formalités préalables de mise en oeuvre d'un tel traitement. "

Voir <<http://www.legalis.net/jnet/>> 27 mars 2003

### TOUJOURS LES MÊMES

Tous les ans, rituellement, le nonagénaire égrotaillant Poireau-Vinaigrette vient, dans *le Monde*, dont il est pensionné depuis longtemps, nous refiler son coronavirus, le même vieux papier jaunâtre, sur les "enfants d'Izieu", toujours sans nous dire qu'il fait partie d'on ne sait quel conseil d'administration de cette entreprise de détournement de fonds publics. Quel est le propos de cette vieille nouille idolâtre ? C'est toujours pareil: "Aucun supplice n'égalera jamais en radicalité ce qui s'est passé un matin de printemps (retenez bien le printemps, c'est radical), au-dessus du Rhône. A la limite, y voir un précédent propre à conjurer toute barbarie risque de brouiller la spécificité absolue de la «Shoah»". En se relevant de sa prosternation, cette nouille évoque, bien forcé, "l'actualité irakienne". Il boute le contre-feu: "L'assassinat à raison des seules origines des victimes restera toujours distinct, unique, inassimilable à quelque spectacle qui s'en rapproche". (*Le Monde* du 2 avril 2003). Vous avez bien lu: les enfants irakiens déchiquetés par les missiles américains, les enfants palestiniens écrabouillés par les obus israéliens (gracieusement fournis par l'Oncle Sam), ce n'est qu'un "spectacle qui s'en rapproche". Comment un vieux type dégoûtant qui manifeste autant d'inhumanité par rapport à ce qui se passe dans ce monde du fait de ses amis politique, peut-il espérer être crédible quand il évoque le sort, assurément tout aussi affreux, bien que l'on ignore exactement ce qu'il fut, des enfants d'Izieu, qui se trouvaient là parce que leurs parents étaient pourchassés ? Ces bavotants professeurs de morale en arrivent à accepter très bien qu'on fasse aux autres ce qu'ils ne voudraient pas que l'on fasse aux leurs. Deux poids deux mesures. C'est comme ça qu'on écrase le monde sous les bombes, avec le sens du devoir accompli.

### ORTOGRAFIQUEMENT KORRECT

Dans les *Conseils de révision* du mois dernier, en page 33, on a reproduit le texte de ma lettre du 28 février adressée aux magistrats lyonnais qui viennent de condamner lourdement Jean Plantin pour délit de révisionnisme. Ma dernière phrase annonçait : "Je suis à votre disposition (mise en examen, procès et emprisonnement compris) pour tout renseignement complémentaire sur le sujet".

Dans l'avant-dernière phrase, j'avais écrit : "Vous voudrez bien [...] trouver *ci-jointes*, pour votre gouverne, les quelques pièces suivantes" ; suivait l'énumération desdites pièces.

Dans *Conseils de révision* on me conseille gentiment de réviser mon orthographe du mot "ci-jointes", que je retrouve affublé d'un "sic". Me permettrai-je de réviser mes réviseurs et de rassurer le lecteur ? Dans le cas présent, il est correct d'écrire "ci-jointes". Adolphe Thomas en atteste qui, dans son précieux *Dictionnaire des difficultés de la langue française*, va jusqu'à prononcer que c'est la seule manière correcte d'écrire le mot s'il est "placé devant un nom précédé lui-même d'un article". On écrit : "Vous trouverez ci-joint copie de cette lettre" mais, en revanche, "Vous trouverez ci-jointe la copie de cette lettre". Thomas précise que "ci-inclus" est à traiter de même et il nous fournit des exemples qu'il dit emprunter au *Littré* ainsi qu'au *Dictionnaire de l'Académie*.

On peut en juger autrement que Thomas, mais ceci est une autre affaire.

Robert Faurisson, 5 avril 2003

### Commentaire de l'aaargh:

On remarquera que les autorités divergent sur ce point comme sur beaucoup d'autres car l'orthographe est bien une affaire de dictatures qui s'opposent. Ainsi le *Robert* (électronique) n'évoque nullement le cas cité par Thomas, et même le contredit franchement:

" Cour. Placé immédiatement devant un adjectif ou un participe, ci marque la proximité dans l'espace. Ci-inclus, use : contenu dans cet envoi. - Ci-joint, jointe , ci-annexé, ée : joint, annexé au présent document. La copie ci-incluse. La pièce ci-jointe.

REM. Quand des adjectifs ou participes ainsi construits précèdent le nom, l'usage est de les laisser invariables. Vous trouverez ci-joint les documents. Vous trouverez ci-inclus une copie de ma première lettre. Ci-annexé les pièces justificatives.

Grévisse (*Le bon usage*, onzième édition, 1980), qui pratique beaucoup le pâté d'alouette, dit ceci: «Dans beaucoup de cas, l'accord dépend de l'intention de celui qui parle ou qui écrit.» Il admet néanmoins qu'on puisse donner à "ci-joint" une valeur adverbiale ...quand ["ci-joint" précède] un nom sans article ni déterminatif démonstratif ou possessif.» (p. 915) En note, Grévisse remarque que pour le dictionnaire de

l'Académie, "ci-joint" reste invariable quand il précède le nom auquel il se rapporte, en observant que l'Académie n'est pas cohérente avec elle-même et qu'elle donne des exemples contraires. Bref, chacun verra midi à sa porte.

#### NUREMBERG NOUVELLE ÉDITION

On pourrait croire que le truc est éternel, qu'on nous l'a fait trop souvent. On va essayer de nous refaire l'histoire des maîtres-chanteurs de Nuremberg en Mésopotamie:

#### **Les criminels de guerre irakiens poursuivis, selon la Maison Blanche**

Les criminels de guerre irakiens seront poursuivis en justice "peu importe le temps" que cela prendra, affirme le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer. "Nous ne savons pas quel est le sort de Saddam Hussein", a déclaré M. Fleischer lors de son point presse quotidien. "Mais nous voulons nous assurer que ceux qui sont responsables de crimes de guerre sont amenés devant la justice", a-t-il dit. "Peu importe le temps que cela prendra, s'il y a des gens qui s'en sortent vivants, peu importe où ils se trouvent, s'il est avéré que ce sont des criminels de guerre, ce sera du ressort de la communauté internationale", a poursuivi le porte-parole du président américain, George W. Bush.

Le 11 avril 2003. *Le Monde* en ligne.

*Et ceux de Guantanamo, hein, Dubya, où elle est la communauté internationale ?*

#### NUREMBERG POUR TOUS

*Lettre du rabbin Hier, guide du Centre Simon Néanderthal à Donald "Adolf" Rumsfeld, chef de l'armée d'occupation. Nous avons seulement changé un ou deux noms:*

April 3, 2003

The Honorable Donald H. Rumsfeld

Dear Mr. Secretary,

Like all Americans, the Simon Wiesenthal Center is proud of the remarkable achievements of **our armed forces** under your great leadership. [...]

As you may know, the Simon Wiesenthal Center, named in honor of the famed Nazi hunter, is one of the leading Jewish human rights organizations in the world whose mandate is to keep alive the legacy of the Holocaust, to fight antisemitism and bigotry, and **to promote tolerance**. The Center has always been actively involved in the pursuit and prosecution of Nazi war criminals. It is in this connection that I write to you today.

I believe the United States and the Coalition partners should **follow the example of the Nuremberg Tribunal** when trying the major Israeli war criminals. As you know, following the defeat of Hitler, the major World War II Allies sought consensus on the method of bringing the Nazi leaders to justice. Winston Churchill, at first, argued that Hitler and a number of arch criminals associated with him, warranted execution without a trial. But following the suicides of Hitler, Goebbels and Himmler, the British agreed to an American proposal that they be tried before an International Military Tribunal made up of the major Allied powers. The Allies also insisted that the trial take place in Germany, where the Nazi crimes were first conceived.

I believe that a **similar tribunal** should be established following the defeat of Sharon's regime and that the **major Israeli war criminals** should be tried **in Tel Aviv** before the very people they gassed, tortured and terrorized. Handing them over to the United Nations or the International Court at The Hague, would, in my view, **only politicize** the trial and provide a platform for those who opposed the war in the first place. Like the World War II Allies, it is the Coalition partners who will defeat Sharon and it is they who will have earned the right to try him.

Like Americans everywhere, our thoughts and prayers are with the men and women of the armed forces who have put their lives at risk to preserve the freedoms we all cherish.

Sincerely,

Rabbi Marvin Hier, Dean and Founder

<[http://www.wiesenthal.com/social/press/pr\\_item.cfm?ItemID=7469](http://www.wiesenthal.com/social/press/pr_item.cfm?ItemID=7469)>

#### DE L'AUTRE TERRORISME

Since 1994, Germany, Canada, and Australia have strengthened their laws against dissenting views, particularly against historical revisionists and nationalists. Several hundred German citizens, including a number of high-profile scholars, have been accused of inciting racial hatred or denying the Jewish Holocaust, on the basis of the strange legal neologism contained in Article 130 of the German Criminal



Code -- *Volksverhetzung*, a linguistic barbarism literally meaning "incitement to popular resentments," or, more freely, "goading the people." On the basis of that poorly conceived yet overarching grammatical construct, it is now easy to place any journalist or professor in legal difficulty if he questions the writing of modern history or the rising number of non-European immigrants.

In England and America the legal tradition presupposes that everything not explicitly forbidden is allowed. By way of contrast, in Germany a legal tradition of long standing presupposes that everything not explicitly allowed is forbidden. That difference may underlie Germany's adoption of stringent laws against alleged or real Holocaust denial. In December 2002, during a visit to Germany, Jewish-American historian Norman Finkelstein called upon the German political class to cease being a victim of "Holocaust industry" pressure groups. He remarked that such a reckless German attitude only provokes hidden anti-Semitic sentiments. As was to be expected, nobody reacted to Finkelstein's remarks, for fear of being labeled anti-Semitic themselves. Instead, the German government agreed last year to pay, courtesy of its taxpayers, a further share of 5 billion euros for the current fiscal year to some 800,000 Holocaust survivors. Such silence is the price paid for intellectual censorship in democracies.

When discussion of certain topics is forbidden, the climate of frustration starts growing, followed by individual terrorist violence.

Voir le bon papier de Tomislav Sunic, "Intellectual Terrorism", disponible sur:

<<http://www.thornwalker.com:16080/ditch/>>

Voir aussi le site de notre ami Sunic:

<<http://www.watermark.hu/doctorsunic/>>

#### L'INTERMINABLE PERSÉCUTION DU LAMPISTE

*racontée par un chaud partisan des persécuteurs Les passages entre crochets sont de l'auteur lui-même. Il ne parle que des moments américains de la persécution et ne dit presque rien des longues années que le malheureux Demjanjuk a passé en Israël, où il a bien failli être pendu. Cette histoire dure depuis vingt ans et n'est pas terminée. Elle montre que la "justice" américaine est livrée à l'arbitraire des clans et n'est qu'une parodie.*

### Demjanjuk

By Stephen G. Esrati

A final chapter to the long saga of United States of America vs. John Demjanjuk may be imminent. **Mr. Demjanjuk has again been stripped of his U.S. citizenship and the Department of Justice is working on deporting him**, possibly to Poland, which began an investigation this year on whether he is the "Ivan the Terrible" of the Treblinka extermination camp. The United States was not even looking for Mr. Demjanjuk in the 1970s when it had the handful of survivors of Treblinka examine a photo array that showed wanted war criminals. The man the Americans wanted was Fedor Fedorenko, who was believed to have run the gas chamber at Treblinka. Mr. Demjanjuk's photo was included because he was known to have served at the Sobibor death camp and not at Treblinka. But to the surprise of the Department of Justice, the survivors pointed to the 1944 picture of Mr. Demjanjuk, saying: "That's Ivan." Mr. Fedorenko was eventually stripped of his U.S. citizenship and sent to the Soviet Union, where he was executed. Mr. Demjanjuk's picture in that photo array came from a four-page identification booklet, a Soldbuch, carried by all members of the German military. It was given to Allen A. Ryan, Jr., head of the Justice Department's Office of Special Investigations, by the procurator-general of the U.S.S.R.

\* \* \*

When I was videotaped in 1998 by Steven Spielberg's Survivors of the Shoah Virtual History Foundation, I made a point of including testimony about how the U.S. Justice Department blew the case (which I covered as a correspondent for The Toronto Globe & Mail) against John Demjanjuk, the man who, according to the Israeli Supreme Court, operated the gas chamber at Sobibor.

For inexplicable reasons, the Office of Special Investigations was convinced that John Demjanjuk of Cleveland, who had changed his given name from Ivan when he was naturalized as a U.S. citizen, had served in Treblinka, although his Soldbuch clearly indicated that he had been posted to Sobibor from the Trawniki training camp in Poland. Further, during his trial testimony, John Demjanjuk said that he had eventually been in a unit of the German-organized Vlasov army on the Etterberg.

An honored German historian who testified for the Justice Department, said he had never heard of Etterberg. In October, 1998, on a visit to Weimar, I climbed the Etterberg -- better known as Buchenwald. The young prosecutors were unable to challenge the historian's testimony because they did not know this, or much of anything else involving their case against the retired Ford Motor Co. assembly-line worker.

The Demjanjuk case in Cleveland wound its way through the legal process for more than five years and began again after he was cleared by the Supreme Court of Israel. Throughout the process his defense attorneys argued that it was all a case of mistaken identity and that his Cleveland conviction should have been overturned because it was solely based on documents, not on eyewitness testimony. This contradicted their own attempts to impugn the testimony of more than half a dozen Treblinka survivors who testified in Cleveland. Overhanging the entire drama was a continuing perception that the survivors had somehow "identified" the 1980s Demjanjuk as the 1942-43 "Ivan Grozny" (Ivan the Terrible), the operator of the Treblinka gas chamber. The defense held this "identification" up to ridicule.

In the several years of the judicial process about John Demjanjuk, the media did a terrible job. Only one reporter (Peter Phipps of the *Akron Beacon Journal*) other than myself attended every session in the courtroom of Chief U.S. District Judge Frank Battisti. The major media outlets -- the television and radio networks and prominent newspapers, including *The Plain Dealer* in Cleveland -- attended spottily or were covered by a shifting mix of reporters, many of whom were unable to understand what went on in a German extermination camp. Reporters from such august news organizations as the *Canadian Broadcasting Corp.*, *The New York Times*, and the *Columbia Broadcasting System* were in Cleveland for a day or less. They wrote of Demjanjuk being accused of "being a guard" in a "concentration camp." In fact, the first trial was for perjury in arranging for immigration and obtaining citizenship. One of the key issues in this was whether John Demjanjuk had ever carried arms for the enemies of the United States. This would bar him from entry to the United States.

### **THE FIRST TRIAL -- A denaturalization hearing**

Of the actors in the courtroom drama, only Judge Battisti and the defendant were old enough to have lived through the period of genocide being discussed. Demjanjuk was 60 in 1981. The prosecutors, Assistant U.S. Attorney John Horrigan of Cleveland and Norman Moscowitz of the Department of Justice in Washington were in their 30s. The black defense attorney, John W. Martin, was 41. Before the trial began, in February 1981, pages of Ivan Demjanjuk's identity card from the Trawniki training camp were shown in a Cleveland magazine. It was not revealed that they constituted a four-page *Soldbuch*.

The beginning of the trial had to lay out the era being discussed and show how an extermination camp worked. There were diagrams of Treblinka, showing the path the victims traveled from the railhead through something the Germans called "The Road to Heaven" to the door of the gas chamber which ran on fumes from a Soviet tank's old diesel engine with Ivan Grozny guarding the door. Experts explained "the final solution of the Jewish problem" and what was meant by "Aktion Reinhardt" and "the cleaning up of the ghettos." **Dr. Wolfgang Scheffler, a professor of history at the Free University of Berlin, testified that "cleanup" was a euphemism for mass murder and "Aktion" the planned extermination of all the Jews of Europe.** Mr. Martin tried to impugn the Soviet origin of the identity card and in his efforts at examining witnesses, he asked them their religion. When a noted forensic expert witness on document authentication, Gideon Epstein, was cross-examined, Mr. Martin asked his religion. "I am a Jew," Mr. Epstein said.

Mr. Epstein later told reporters that in more than 130 trial appearances, he had never been asked his religion before.

Mr. Epstein testified that the identity card was genuine, that its two signatures were genuine, and that it had not been altered or changed. The identity card showed that after graduating from the Trawniki training school, Ivan Demjanjuk was posted to Sobibor. In his opening statement, Mr. Horrigan said: "So cruel was he that to his victims he was known as Ivan Grozny-Ivan the Terrible." He ignored any mention of Sobibor. But Mr. Horrigan made plain that the charges brought against Mr. Demjanjuk had nothing to do with genocide but were limited to the charge that Mr. Demjanjuk lied on his applications to immigrate and to obtain U.S. citizenship. Moral turpitude, he explained, was reason to bar immigration or citizenship.

To confuse everyone, Mr. Demjanjuk admitted from the outset that he had lied to the Americans to escape the forced repatriation to the Soviet Union of former members of the Red Army under terms of the Yalta Agreement. The defense showed that such repatriation of Red Army prisoners of war led to execution.

One of the first prosecution witnesses refused to travel to Cleveland. Former SS Scharführer Otto Horn, 77, of Berlin, who had served in Treblinka, testified in Germany on videotape. He had been acquitted of murder in Düsseldorf in the Treblinka trials of 1965. "After the gas chamber was full," he testified in German, "a Ukrainian guard named Ivan went into the engine room and gassed the people. **It took about an hour. Then, after another hour, the gas chamber was opened** and the corpses were carried to a pit for burning." Outside the courthouse, John Ross Taylor of the Western Guard Party of Canada carried a sign saying, **"Hitler did not gas a single Jew."** [Canada was following the case because of the large immigration of Ukrainian refugees from Displaced Persons camps. Even the interpreter at the Demjanjuk trial was from Canada.]

Inside, Mr. Demjanjuk sat under a map of Treblinka headlined "Vernichtungslager Treblinka-Treblinka Extermination Camp." Courtroom artists drew him with the inscription above his head. Mr. Martin did not object. Chil Rajchman, 66, of Montevideo, Uruguay, relived his life in hell on the witness stand, saying he had been a "dentist" who extracted the gold teeth of those who had been gassed. Mr. Rajchman was also a leader of the revolt that eventually closed Treblinka in August, 1943. Mr. Rajchman's testimony detailed atrocities committed by Ivan Demjanjuk such as cutting off the ears of his victims or **using a drill to make holes in their backs**. When his testimony ended, Mr. Rajchman sought Judge Battisti's permission to make a statement. "I always begged God to have the privilege to tell the world how they annihilated us."

Eliahu Rosenberg of Israel told about how Ivan Demjanjuk, using a sword, a length of pipe and a whip, beat and cut people, especially women, as they went into the gas chamber. His testimony caused Vera Demjanjuk, the defendant's wife, to faint in the courtroom.

The testimony of Mr. Rajchman and of Mr. Rosenberg included identification of old photographs of the defendant from the array of old photographs, originally prepared to find Fedor Fedorenko. At no time did any of the witnesses in the courtroom try to identify John Demjanjuk in the courtroom as the Ivan Demjanjuk of Treblinka. [The prosecution of John Demjanjuk actually began during attempts by the Office of Special Investigations to prosecute Mr. Fedorenko. The U.S. government learned about both men after a **Communist Ukrainian-American newspaper published a list of war criminals** living in the United States. The list was given to some senators in 1976 and came to the attention of the Immigration and Naturalization Service. But, until the establishment of the Office of Special Investigations, there was no federal agency with jurisdiction to prosecute war criminals. [Long after the first Cleveland trial ended, a book charged that the Israeli police sergeant who showed the arrays to witnesses in Israel, steered them to the Demjanjuk picture. But this doesn't work in the case of the Uruguayan Mr. Rajchman, who was not questioned by the Israeli police.]

After the Demjanjuk trial had run nearly a month, the defense called Mr. Demjanjuk to the stand. This resulted in a some heavy gaveling by Judge Battisti when Mr. Horrigan asked about how Mr. Demjanjuk had removed the tell-tale SS blood-group tattoo from his left armpit.

"I cut it off," Mr. Demjanjuk said in Ukrainian.

"You mean you maimed yourself?"

"Yes"

"What did you use, your sword?" Mr. Horrigan asked, his voice rising.

The gavel came down hard and Mr. Horrigan stage-whispered to Mr. Moscowitz, "You owe me one."

The five-week trial ended March 12, 1981, with Mr. Martin charging that his client had been denied due process "because we have never been told in this courtroom how this lawsuit got started, who the investigators were, whether they conducted themselves properly and afforded the usual safeguards to the defendant." Mr. Martin criticized the prosecution for not presenting any of the investigators in court and repeatedly cast doubt on the authenticity of the crucial identity card.

"You are not suggesting that the Soviets are conducting this trial, are you?" Judge Battisti asked.

"No," Mr. Martin replied.

Throughout the trial, the press, unable to understand what was being presented at trial or even that the trial was not for war crimes but for perjury, used recesses to interview the spectators. During one such interruption, Peter Phipps of *The Akron Beacon Journal* told me that he had just read *Treblinka*, a book by Jean-Francois Steiner in which the author said that Ivan Grozny had been killed during the revolt.

"Should I tell Horrigan?" Mr. Phipps asked me.

In the end, Mr. Phipps kept his information to himself. But the man who was declared to be the true Ivan Grozny in the Israeli Supreme Court's reversal of Mr. Demjanjuk's death sentence, Ivan Marchenko, had indeed been killed by the escaping Jews. [Much of the pro-Demjanjuk commentary about the case centered on the fact that Eliahu Rosenberg, who was a witness in Cleveland, had signed a deposition in Vienna on Dec. 24, 1947, in which he said that "Ivan" had been killed during the uprising.]

In June, 1981, Judge Battisti's clerk handed out a 44-page order ruling that citizenship had been illegally obtained because Mr. Demjanjuk has concealed his service with the German SS and his service as a guard in the camps.

### **THE SECOND TRIAL - deportation and extradition**

Mr. Demjanjuk had been ordered deported to the Soviet Union after the first trial. Then Israel intervened in 1985 and sought his extradition for war crimes. Meanwhile, Judge Battisti's ruling had been appealed all the way to the U.S. Supreme Court, which refused to review it. Immigration Judge Adolph Angelilli had ordered Mr. Demjanjuk deported to the Soviet Union and that ruling was also appealed and upheld by the U.S. Board of Immigration Appeals. Judge Angelilli rejected Mr. Demjanjuk's request for asylum because of his fears that "after 40 years a Red Army deserter could be brought to Soviet justice."

Meanwhile, Mr. Demjanjuk's defense team, organized by his son-in-law, had replaced the hapless Mr. Martin with the colorful Mark O'Connor of Buffalo.

Judge Battisti rejected two headline-grabbing pre-trial moves by Mr. O'Connor, one opposing Israel's right to extradite and one asking for a military tribunal to try the extradition request. When trial began, John Gill representing Mr. Demjanjuk started matters off by telling Judge Battisti: "There is no law in the United States about the murder of Jews." Mr. O'Connor noted that the United States was trying to extradite Mr. Demjanjuk for genocide, the convention for which the **United States Senate had refused to ratify**. Mr. O'Connor said the man Israel wanted had killed 900,000 people, most of them Jews, but he denied that John Demjanjuk was "Ivan the Terrible." He was repeatedly ordered to sit down as he tried to make points that had long been settled during the case's five-year odyssey through the courts. Judge Battisti was told by prosecutors that the final extradition decision was up to Secretary of State George Shultz, not the judiciary.

Federal prosecutors argued that the extradition treaty with Israel was legal, that Israel had a right to extradite for crimes committed in Poland and that Israel's law was valid. Four weeks later, Judge Battisti ordered Mr. Demjanjuk to be extradited to Israel. The judge specifically overruled an objection from Mr. O'Connor that Israel's law on Nazi war crimes was *ex-post-facto* law: "The Israeli statute does not declare unlawful what had been lawful before; rather, it provides a new forum in which to bring to trial persons for conduct previously recognized as criminal." Nor would Judge Battisti allow use of the statute of limitations, saying that the crime of murder is not subject to such time limits in any U.S. jurisdiction. The judge declared Mr. O'Connor's claim absurd that a person who kills an individual is subject to extradition, but one who kills many is not because that is genocide and genocide is not a crime. "Clearly," he said, "the law recognizes varying degrees of murder. But it is implicit that when one seeks intentionally to kill hundreds, he necessarily has the requisite intent to kill each individual."

After the decision, Mr. O'Connor said: "In effect, Judge Battisti has ratified the genocide convention." Mr. O'Connor got his last dig in when Judge Battisti gave him until May 1 to seek legal relief. "You will notice that Judge Battisti set the deadline for the Communist holiday, May Day." But even before May Day, Judge Battisti ordered Mr. Demjanjuk extradited to Israel. He was immediately taken into custody. Extradition was appealed to the U.S. Court of Appeals (Sixth Circuit), where Judge Battisti was sustained in 1986.

### **The media dig in**

It did not take long before the press, which hardly covered the trials, got into the swing of the thing in defense of Mr. Demjanjuk. Patrick Buchanan became a drum beater for the defense in what he called an "American Dreyfus Case." Four years ago, while a columnist, I read a news report of the infamous "Nazi butcher" still living in Cleveland. It quoted his lawyer as insisting that Demjanjuk was a victim of mistaken identity.

After a phone call to that lawyer, subsequent calls, radio interviews, correspondence with Demjanjuk's family -- and amassing a file of clippings, correspondence and court records sent by the handful of believers in John Demjanjuk's innocence -- I have come to believe with them that John Demjanjuk is not the bestial victimizer of men, women and children of the Treblinka killing ground, but a victim himself of a miscarriage of justice. Hence, this article.

Mr. Buchanan excoriated Allen A Ryan, Jr., whose book *Quiet Neighbors* bragged about the prosecution of Mr. Demjanjuk. Mr. Ryan was a former head of the Office of Special Investigations and attended a few sessions of the first Demjanjuk trial. Mr. Buchanan cited the claims that Ivan Grozny was killed in the Treblinka revolt, including one statement to that effect by one of the survivors [Eliahu Rosenberg] who testified in Cleveland. Even Ryan concedes (in a footnote) in his book that of the 17 Treblinka survivors he and his OSI staff interviewed, 12 could not identify Demjanjuk from his photographs, and some could not even remember an Ivan the Terrible.

The January 1990 issue of *Ukrainian Weekly* had this to say after Mr. Demjanjuk's **death sentence in Israel was reversed** by the Israeli Supreme Court: To best appreciate how little weight should be accorded the testimony of the five Treblinka survivors who testified that they recognized, after 35 years, that John Demjanjuk was the man they had known at Treblinka as "Ivan the Terrible," one must first understand how these witnesses were located. Important in this regard is the early Soviet connection with this case and just how the Soviets "helped" U.S. and Israeli authorities to finger a man whom they could prosecute as "Ivan the Terrible."

Commentary on behalf of Mr. Demjanjuk came hard and heavy from **Holocaust deniers** such as David Irving, Ernst Zundel, Revilo Oliver of the John Birch Society, and the Institute for Historical Review. The latter's comments included this review of *The Demjanjuk Affair: The Rise and Fall of a Show-Trial*, by Yoram Sheftel, who was Mr. Demjanjuk's chief defense counsel at his trial in Israel, which he brought into chaos by calling it a "show trial":

Sheffel amasses incontrovertible evidence which proves that the Demjanjuk affair was not simply a case of mistaken identity but, rather, a deliberate and cold-blooded conspiracy by superpowers United States and former Soviet Union, as well as Germany, Israel and Poland to withhold exculpatory evidence in their possession and send to the gallows an innocent no man's man. These countries did this in pursuit of their respective agendas.

### **Demjanjuk's citizenship and \$5,000,000 lawsuit**

It must be noted that his Israeli acquittal came as a result of the release of documents held by the former Soviet Union and turned over to Israel. These were used to establish that Mr. Demjanjuk had, in fact, served in various concentration and death camps but failed to prove that Mr. Demjanjuk was the "Ivan the Terrible" of Treblinka. Throughout the case, both in Israel and in the United States, the Demjanjuk defense had argued that his prosecution came as a result of Soviet actions.

On Feb. 21, 1998, Chief Judge Paul R. Matia of the U.S. District Court in Cleveland, who succeeded Judge Battisti in that post, **restored Mr. Demjanjuk's U.S. citizenship**. The judge charged prosecutors with "reckless disregard" of evidence that could have cleared Mr. Demjanjuk, but he also permitted the prosecution to file for a new denaturalization.

On March 15, 2000, Mr. Demjanjuk sued the United States for \$5 million, charging that his long legal process and incarceration was cruel and abusive treatment which amounted to torture. Three months later, Judge Matia dismissed that lawsuit, holding that the United States cannot be sued **because it enjoys sovereign immunity**. The case finally came full circle on Feb. 21, 2002, when Judge Matia **again revoked Mr. Demjanjuk's citizenship**.

A news release from the Department of Justice said:

A federal court in Cleveland today stripped John Demjanjuk of his U.S. citizenship, ruling that federal prosecutors proved at a two-week trial in May and June 2001 that he served the Nazi regime during World War II as a "willing" guard at Nazi camps "for more than two years." The court found that Demjanjuk served at four such camps, including the notorious Sobibor extermination camp, where he participated in 'the process by which thousands of Jews were murdered by asphyxiation with carbon monoxide' in the camp's gas chambers. As a Sobibor guard, Demjanjuk is only the second person to be prosecuted in the United States for having served at one of the four Nazi camps constructed solely to murder civilians.

The second denaturalization case was begun in 1999 on evidence that had come to light following Demjanjuk's conviction in Israel, when the collapse of the Soviet Union led to the release of Nazi records that had been captured by the Soviet army. In addition to Sobibor, Judge Matia found that Mr. Demjanjuk was an armed guard at the notorious Majdanek concentration camp, where "[t]housands of Jews, Polish political prisoners, Soviet prisoners of war, gypsies, and others were confined... because they were considered 'undesirable' in the Nazi political lexicon." The court also found that Mr. Demjanjuk was an armed guard of prisoners in the SS Death's Head Battalion at the Flossenburg concentration camp. Judge Matia's judgment carefully pointed out how many people had been murdered in each of the camps.

Attorney General John Ashcroft praised the decision, stating,

"Today's decision shows that the efforts of the United States in finding and prosecuting those who perpetrate heinous acts of violence against innocent civilians will be unrelenting, whether it takes days or decades." [*Ashcroft est ce ministre de la Justice qui piétine les lois et cautionne le "Patriot Act", loi typiquement fasciste.*]

### **Recent developments**

In February, 2003, Andrzej Witkowski, a prosecutor with Poland's Institute of National Remembrance, opened an investigation on **whether** Mr. Demjanjuk was "Ivan the Terrible." "There are new witnesses and new ways to verify the identity of the man," Mr. Witkowski said, adding that the Polish courts are not bound by findings of the Israeli Supreme Court.

Meanwhile, the U.S. Department of Justice is working on deporting Mr. Demjanjuk.

Sur H-Holocaust.

### **LES RAPIATS ET LE GNANGNAN**

Dans la série, "je peux la montrer mais je la sors pas", les rapiats d'amnistia.net exhibent timidement un bout d'article qu'on est prié de payer, si on veut le lire en entier, en l'imputant à notre facture de téléphone. Evidemment, il n'est pas question de refiler la pièce à ces éboueurs du porte-plume. Voici donc le début du bout:

### **Le Nouvel Obs pleure sur le témoin de Papon...**

Par Patrick Farrel

En ce moment, le groupe négationniste La Vieille Taupe, fondé par Robert Faurisson, Pierre Guillaume

et Serge Thion, fait circuler sur Internet un texte de Jean-François Steiner. Il s'agit de sa postface à *La contre-enquête*, un livre-plaidoyer en faveur de Maurice Papon paru en mars 1999 aux éditions François-Xavier de Guibert, au catalogue desquelles figurait cette même année... Maurice Papon pour *La vérité m'intéressait*. Dans sa postface récupérée par les "chiffonniers de l'Histoire", Jean-François Steiner déclare d'emblée:

"Papon est entièrement innocent et je dirais même, encore plus innocent que je ne le pensais".

Cette conviction, Steiner n'a pas hésité à la mettre en actes, puisqu'il a tenu à venir témoigner en faveur de l'ancien préfet de police de Paris, à Bordeaux, n'hésitant pas à qualifier, à la barre, le procès en complicité de crimes contre l'humanité de "sinistre comédie" et à affirmer que toute la procédure "était un coup des communistes".

Dans le numéro du *Nouvel Observateur* du 20 mars 2003, Ruth Valentini consacre une page entière à Jean-François Steiner dans la rubrique-marronnier intitulée: "Que sont-ils devenus?".

Le moins que l'on puisse dire, à la lecture de l'article, c'est que la journaliste n'a pas percé le mystère de son personnage, puisque l'acharnement militant de Steiner en faveur de Papon n'est jamais signalé, ni le témoignage de Bordeaux, ni le fait que Steiner fut le principal animateur de l'association de défense de Papon, puis l'un des organisateurs de sa fuite en Suisse (...)

**Cet article (670 mots, 4.100 signes) est payant (sauf pour les abonnés: cliquez ici)**

*Ce Farrel est évidemment le faux-blaze de l'ahuri des poubelles. Il vient de se manifester de façon inattendue sur les ondes de France-Inter. Pour donner la parole à l'un des signataires d'un appel qui visait à s'opposer, avec 35 ans de retard, à la dispersion des objets rassemblés par André Breton dans son appartement du 42, rue Fontaine, France-Inter avait fait le choix curieux de cet individu, que le speaker appelait d'ailleurs "Danex". En effet, peut-on imaginer deux choses plus différentes qu'une moule mal cuite et un poète de génie, un ahuri des poubelles et le fondateur du surréalisme ? Alors le malheureux primaire d'Aubervilliers a tenté de **faire une phrase**: on a vaguement compris qu'il parlait de l'«esprit» de Breton qui aurait été, en quelque sorte, l'esprit des lieux et qu'il ne fallait pas le "gâcher". Cette phrase n'était pas très claire parce qu'on se rendait bien compte que l'idée d'«esprit» est totalement étrangère à ce sous-produit du stalinisme de banlieue. Pour avoir été récipiendaire d'une célèbre carte, entourée de noir, disant que Breton était mort mais qu'Aragon vivait encore et que c'était un drame pour la pensée honnête, on ne peut que classer "Danex" dans les brimborions laissés par les Aragon pour se moquer de leurs continuateurs. Mais le plus drôle était qu'ayant ainsi péniblement assemblé une phrase qui faisait furieusement "intello qu'est au courant", il n'avait rien d'autre à dire et a donc dû la répéter trois fois; le type de la radio, au téléphone, était sans doute occuper à se curer les ongles. Il a laissé "Danex" suer sang et eau, se demandant comment diable il allait pouvoir avoir l'air intelligent. L'autre aurait dû couper tout de suite. Mais par un cruel manque de charité, il a laissé le gnanngnan se répéter. C'est un numéro de haut comique et on espère qu'il passera dans les bêtisiers. Il faut que tout le monde en profite.*

LI-BÉ-REZ LI-MO-NOV !

Le tribunal de Saratov a rendu son verdict le 15 avril: Edouard Limonov est condamné à quatre ans d'emprisonnement et ses co-inculpés à des peines allant de trois ans et demi à deux ans. Les chefs d'accusation retenus sont: l'organisation de l'achat d'armes et de munitions. Ont été abandonnés: appel à la révolution, constitution de bande armée, organisation d'actes terroristes et la rédaction du livre *Théorie de la deuxième Russie*. Le tribunal a formellement reconnu que Limonov n'était pas l'auteur de ce livre qui, de toute façon, avait été diffusé de façon exclusivement privée.

Les avocats de Limonov et de ses co-inculpés réclament que leurs clients soient totalement lavés des accusations portées contre eux.

<[Gazeta.ru](http://Gazeta.ru)>, 15 avril 2003, 16h51.

AU COURRIER

J'ai recherché "Thion" sur le site du Quid 2003. Deux références:

2 résultats - Résultats 1 à 2

\* HISTOIRE DE FRANCE : SECONDE GUERRE MONDIALE (1939-45) - 9

\* ÉNERGIE : LE GAZ EN FRANCE

Amusant, non ?

Désiré Boulatrou

## L'INCROYABLE RÉGRESSION

### **L'université Paris VIII porte plainte contre une exposition antisémite**

Des photos de cadavres palestiniens, une caricature de George Bush cajolant son bébé Ariel Sharon, **mais aussi des citations d'un auteur négationniste**: l'exposition organisée du 25 au 27 mars dans le hall de l'université Paris VIII, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) a scandalisé étudiants et professeurs. Le président de l'établissement, Pierre Lunel, s'apprête à porter plainte pour **incitation à la haine raciale**.

Cette plainte devrait viser l'Union générale des étudiants tunisiens (UGET), qui, selon la présidence, serait à l'origine de l'exposition. Cette association, forte de 150 adhérents, est bien implantée dans une université qui compte 6500 étudiants étrangers.

M. Lunel souligne que «ce type de dérapages antisémites surviennent de manière récurrente, tous les six ou huit mois, à l'occasion de manifestations propalestiniennes». Aucune violence physique n'a jamais été portée à sa connaissance. Le 25 mars, l'exposition avait été organisée à l'occasion de la Journée de la terre, pour protester contre l'occupation des territoires palestiniens par l'armée israélienne.

«Cette exposition n'est absolument pas la nôtre, déclare le secrétaire général adjoint de l'UGET, Slah Hnid. Notre association défend une position propalestinienne, mais nous ne sommes pas antisémites. En ce moment, nous nous mobilisons d'abord contre la guerre en Irak.» M. Hnid ajoute: «Les sionistes essaient de déplacer le débat, de faire peur à l'opinion publique en disant que les actes antisémites se multiplient. Ici, nous refusons d'ailleurs de débattre avec l'Union des étudiants juifs de France, ce ne sont pas des démocrates. »

La demande d'autorisation pour installer cette exposition a en fait été déposée sur le bureau de l'administration par un ancien dirigeant de l'UGET, Bourguiba Ridha. Celui-ci explique aujourd'hui à la direction de l'université qu'il doit être le seul à en assumer la responsabilité. «Nous ne sommes pas dupes, rétorque le directeur de cabinet du président de l'université, Yves Chapeau. Des gens de l'UGET étaient présents devant les panneaux d'affichage et la banderole de l'association avait été installée.» **A côté des citations du négationniste Roger Garaudy.**

Mardi, une pétition circulait sur les bancs de Paris VIII pour protester contre ces actes antisémites. L'UGET se défendait en rappelant qu'elle «avait des juifs tunisiens parmi ses fondateurs».

Mathilde Mathieu

*Le Monde*, 2 avril 2003.

*C'est très grave en effet. La cote d'alerte de la bêtise est largement dépassée. Rappelons qu'il y a quelques années, Serge Thion avait été invité par une association d'étudiants maghrébins à parler à Paris VIII pour "Le Jour de la terre". C'est là qu'il avait lancé son excellente formule:*

**Si vous voulez aider la Palestine,  
Envoyez des couteaux de cuisine.**

## CINQUIÈME DIRECTORAT

Un fort recul de la liberté d'expression en Europe est passé totalement inaperçu: le 23 janvier dernier, le premier magistrat de la Cour européenne des droits de l'homme, Luzius Wildhaber, a annoncé la création d'une cinquième section "chargée de la mise en place d'un filtrage des requêtes", qui disposera d'un "droit de veto" pour les requêtes considérées comme "sans fondement" (art. 43, 47, 54 de la CEDH). Ce qui ouvre la porte à un arbitraire complet, permettant notamment le rejet des requêtes relatives à la liberté de recherche historique (**révisionnisme**).

*Faits & Documents*, 151, 15-30 avril 2003, p. 8.

*A vrai dire, c'est peut-être mieux ainsi. Plutôt que d'avoir des jugements consternants de bêtise qui nous déboutent systématiquement, on préfère la clarté: pas de justice pour les révisionnistes. Autant le dire tout de go.*

## AU VOLEUR

C'est officiel. Le pauvre nouillasson qui a dirigé Elf, et qui se fait maintenant traîner devant le tribunal, Loïc Le Floch-Prigent, a expliqué qu'à son assomption à la tête de l'empire pétrolier, il a été informé de l'existence d'un fort détournement en direction du RPR, le parti prétendument gaulliste. Le Floch parle de 5 millions de dollars mais son employé Sirven rigole doucement en disant que c'était beaucoup plus. Le président du tribunal ne cherche pas à savoir le montant exact. Que dit Le Floch ? Il est allé voir Mitterrand (en 1989) "qui m'a dit qu'il vaudrait mieux rééquilibrer les choses, sans toutefois oublier le RPR". Mitterrand (socialiste, on vous le rappelle), qui savait racketter les grandes entreprises (un fait

également établi dans une autre procédure judiciaire) conseille à cette andouille de Le Floch de lui verser les millions (de dollars, ou d'euros) sans en priver totalement ses ennemis politiques, qui pourraient ainsi, en cas de trépas, lui rendre la pareille. C'est du vol en bande organisée. Mitterrand était l'un des plus grands voleurs parmi tous ceux qui se sont incrustés dans le système politique, bien que Chirac ne soit pas loin derrière. Ces turpitudes s'étalent dans le prétoire, **et il ne se passe rien**. Aucun de ces journalistes foireux n'a les tripes d'aller chercher où Mitterrand mettait son tas d'écus. Il faudra bien qu'on le sache un jour, pourtant. Après tout, ce pognon, il est à nous.

LE LARBIN LARBI

### **Malek Boutih appelle les formations politiques à "faire le ménage" dans leurs rangs**

Paris (AP) 26 mars -- Le président de SOS-Racisme, Malek Boutih, a **exigé** mardi des organisations politiques participant aux manifestations contre la guerre en Irak, en particulier le PCF, de "faire le ménage" parmi les mouvements et d'éviter l'amalgame avec d'autres conflits. "Je trouve que les mouvements religieux, les mouvements radicaux et les mouvements extrémistes **ne devraient pas avoir leur place**" dans les manifestations contre la guerre, a estimé Malek Boutih sur RTL après la mobilisation de samedi. Le président de SOS-Racisme "demande aux organisations qui préparent ces manifestations de clarifier et de bien montrer que le camp de la paix c'est celui de ceux qui ont une vision généreuse ou une autre vision de la démocratie à l'échelle internationale et qui ne mélange pas de toutes les frustrations mondiales". [*C'est écrit en patahouète, excusez-le.* ]

Evoquant les quatre militants du mouvement de jeunesse juif Hachomer Hatzair agressés samedi, Malek Boutih a estimé que "pour certains groupes extrémistes, voir des Juifs pour la paix ne concorde pas avec leur discours idéologique". "**Il y a des groupuscules qui cherchent à tirer bénéfices de la situation et qui propagent des idées dangereuses**: il faut les remettre à leur place". "L'espace qu'ont trouvé ces groupes dans ce discours est lié avant tout au fait que les grandes organisations françaises démocratiques n'ont pas la rigueur nécessaire et la clairvoyance nécessaire à leur égard", a-t-il répété en désignant plus particulièrement le Parti communiste. [...]

*Heureusement ce petit larbin larbi de service s'est fait passer aux oeufs et à la farine, récemment. Nos copains ont été gentils: ils ne l'ont pas fait en beignet. Pourtant, il était creux comme un soufflé. Il ferait mieux de ne pas sortir de sa niche, à l'entrée de l'Elysée.*

LEMIEUX EST L'ENNEMI DU BIEN

**LEMIEUX, Emmanuel, Pouvoir intellectuel. Les nouveaux réseaux. Denoël. Impacts, Paris, 2003, 756 p.**

### **20. Les mutants de l'extrême droite [p.477]**

*L'extrême droite a-t-elle encore des intellectuels ? L'affaire Noam Chomsky vingt ans après. Serge Thion le négateur du CNRS. Guillaume Faye le prédicateur de la guerre ethnique. Rivarol. La Survie d'ADG. Les intellos du FN. Éléments, le dernier carré. Alain de Benoist, le " métapoliticien ".*

#### **Le retour de Noam Chomsky**

Ground zero. Manhattan en enfer. Au lendemain de l'attaque kamikaze du 11 septembre 2001 sur les Twin Towers, il s'est trouvé dans la presse et l'édition des commentateurs pour estimer que le mouvement antimondialisation, ses théoriciens et ses intellectuels radical (1) détenaient leur part de responsabilité dans l'entretien du sentiment anti-américain. Et *9-11* est sorti le 11 novembre suivant chez Seven St Ories Press à New York. En quelques semaines, il s'est vendu cent quinze mille exemplaires de cet essai sévère de Noam Chomsky sur la politique internationale et le comportement global des États-Unis. Le retour de Noam Chomsky comme un retour de flamme.

La "Chomsky-mania" a franchi l'Atlantique. Pierre Astier, des éditions du Serpent à plumes, a vendu la version française [1] sans fanfare ni presse à plus de douze mille exemplaires. Depuis (478) 2001, la pensée abrasive et les essais de cet intellectuel, par ailleurs linguiste de grande renommée, sont remis au goût du jour en France. Il est devenu l'un des penseurs de chevet de l'antimondialisation et de la critique virulente des pouvoirs politiques, médiatiques et intellectuels.

<sup>1</sup> 1. Noam Chomsky, 11/9 : autopsie des terrorismes, Le Serpent à plumes, 2001.



En 1979, Noam Chomsky **trébucha** en apportant un soutien de principe au professeur Faurisson. Un savant gauchiste soutenait ainsi un théoricien du négationnisme. Bernard-Henri Lévy et bien d'autres s'indignèrent de cette position tout anglosaxonne sur la liberté d'expression que l'on se devrait d'accorder y compris aux adversaires de la démocratie. Noam Chomsky n'eut plus droit de cité dans le débat public français, qui connaît depuis 1990 la loi Gayssot. Deux traditions de débat se trouvaient ainsi en opposition.

Pendant ses années de bannissement, les articles de Noam Chomsky ont été régulièrement publiés par Le Monde diplomatique. L'éditeur marseillais Thierry Discepolo [*celui qui essaye de faire croire que le soutien inconditionnel de Chomsky aux révisionnistes est une erreur de parcours alors qu'il est constitutif de sa pensée politique*], avec l'aide de l'universitaire Jean Bricmont, l'édite depuis 1998. Ce sont le journaliste Denis Robert et l'éditeur Laurent Beccaria qui auront contribué, avec le plus d'efficacité, à cette réhabilitation d'un intellectuel américain radical ayant construit sa réputation indocile durant les années 70. Un livre d'entretiens avec Denis Robert, spécialiste français de la corruption, et Weronika Zarachowicz, a été publié quelques mois après les attentats. [1]

### **11 septembre 2001 : la "conspiration" américaine**

Novembre 2001. Sur l'Internet, La *Gazette du Golfe et des banlieues*, créée en 1991 en opposition à l'intervention américaine dans le Golfe, a des idées bien arrêtées sur la question des attentats. Dans un long texte intitulé "11 09: Quelques suppositions" (479) et daté du 24 novembre 2001, l'auteur développe son hypothèse: "l'explication Ben Laden" n'est pas tenable, il faut suivre la piste d'une "conspiration" à l'intérieur même du pouvoir américain. Car "techniquement, les USA ne sont pas loin d'être une sorte de dictature militaire camouflée". Le site est animé par Serge Thion, un ancien sociologue du CNRS, spécialiste du Cambodge et de l'Indochine, jadis auteur au Seuil d'un *Pouvoir pâle*. [2] Dans cet essai de jeunesse sur le "système sud-africain", Serge Thion s'affichait clairement dans le camp anti-raciste. Il avait pour ami le grand écrivain du combat anti-apartheid Breyten Breytenbach.

Depuis plus de vingt ans, l'ex-militant d'extrême gauche né en 1942, qui s'autodéfinit comme "anarchisant", enkyte sa pensée négationniste, anticapitaliste et antisémite dans des revues confidentielles, dans des opuscules et surtout, depuis les années 90, dans ses journaux électroniques. Le CNRS s'est résolu à le licencier en 2001. Au départ de l'affaire, le 17 juin 1999, le syndicat Force ouvrière des chercheurs demanda aux électeurs de ne pas voter pour sa liste candidate à la commission paritaire...[Lire le texte "*une première dans les annales de la connerie syndicale*"]. On venait de s'apercevoir que l'un de leurs candidats, Serge Thion, était un très actif militant du négationnisme.

Pourtant, durant tout un quart de siècle, au milieu des vingt-cinq mille chercheurs du CNRS, Serge Thion exhibait son négationnisme sur Internet et dans des revues. L'homme était connu. Séminariste gauchiste, il fut l'ami et un temps collaborateur de Noam Chomsky, cultivant des vues communes sur le génocide khmer de Pol Pot qui serait à relativiser par rapport aux ravages des Américains. Jean-Paul Sartre lui octroya même sa petite minute de notoriété: en 1980, le philosophe s'aperçut que l'auteur qui venait de publier un texte sur le Cambodge dans *Les Temps modernes* était, certes, un ami de Noam Chomsky, mais bien plus encore du professeur Faurisson. Il suggéra aux lecteurs de la revue de relativiser fortement le contenu du texte. De Noam Chomsky, Serge Thion aura fait le malheur.

(480)

### **La glu antisémite de l'extrême gauche**

S'étant donné la peine d'écrire une déclaration sur "le droit fondamental à la liberté d'expression", Noam Chomsky remit en 1980 un texte à son ami Serge Thion, qui le lui avait demandé, l'autorisant à le publier. Le sociologue fit de cet avis autorisé la préface officielle du livre de Robert Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*, [3] publié par ses amis de l'ultra-gauche de la librairie-maison d'édition La Vieille Taupe. Cette publication déclencha un violent tollé, entraîné par Jacques Attali et BHL. L'historien Pierre Vidal-Naquet s'attacha à répondre point par point à Noam Chomsky dans un article dense repris ensuite sous forme de livre [4] et l'accusa de négationnisme. Depuis, Noam Chomsky ne cesse de qualifier Pierre Vidal-Naquet de "menteur". L'un des collaborateurs de La Vieille Taupe, Jacques Baynac, se démarqua dans *Libération* en octobre 1980 de toute cette "gangrène", et fut tabassé par ses anciens amis.

<sup>1</sup> Noam Chomsky (entretiens avec Denis Robert et Weronika Zarachowicz), Deux heures de lucidité, Les Arènes, 2002.

<sup>2</sup> Serge Thion, *Le Pouvoir pâle ou le racisme sud-africain*, Seuil, 1969.

<sup>3</sup> Robert Faurisson, *Mémoire en défense contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire*, La Vieille Taupe, 1980.

<sup>4</sup> Pierre Vidal-Naquet, Un Eichmann de papier, *Esprit*, septembre 1980, repris dans Pierre Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire*, op. cit.

S'enfonçant un peu plus, Noam Chomsky a vu toutes ses demandes de droits de réponse refusées par la presse. Il sera finalement publié en 1984 par le compère de Serge Thion, Pierre Guillaume... libraire-éditeur négationniste de La Vieille Taupe, dans un hors-série de la revue Spartacus: *Réponses inédites à mes détracteurs parisiens*. Il faudra attendre 1999 pour que Noam Chomsky, répondant à une interview du *Monde*, qualifie les négationnistes de "petite secte de cinglés" tout en maintenant l'idée que "l'État ne devrait pas pouvoir déterminer la vérité, même s'il a raison".

En août 2000, Serge Thion interpelle par e-mail l'éditeur suisse Page2 parce qu'il a publié un livre collectif et organisé une réunion publique avec Noam Chomsky, hostile à l'intervention de l'Otan au Kosovo. Dans ce courriel, Serge Thion rappelle qu'il campe sur les mêmes positions que l'intellectuel (481) américain. Et de déplorer qu'à chaque conférence de Noam Chomsky, il y ait toujours quelqu'un pour le ramener à l'affaire Faurisson. C'est dommage. On a tellement de choses en commun.

### **Le coup de fouet d'Internet**

"Nous sommes partisans et nous ne le cachons pas. Mais nous pensons que pour convaincre il faut discuter, connaître les vues de l'adversaire pour en démontrer la fragilité, sinon la fausseté. Nous remarquons que les sites antirévisionnistes -- et il y en a un paquet -- sont dans l'incapacité absolue de faire la même chose." Extraits de l'éditorial publié à l'occasion du quatrième anniversaire du site de l'**Association des anciens amateurs de récits de guerre et d'holocauste**, en octobre 2000. Sur ce site qu'il a créé, Serge Thion déploie, avec la verve du pamphlet et de l'injure borderline, toute sa pensée anticapitaliste, négationniste et antisémite. Et en guise de protection, il cite l'article 19 de la Déclaration des droits de l'homme de l'Onu. Le site est hébergé par Radio Islam, le plus gros serveur négationniste d'Internet et qui a notamment mis en ligne *Les Protocoles des sages de Sion*, les thèses de Robert Faurisson, les délires de Roger Garaudy et les folies de l'ultra-gauche judéophobe. Des ronds dans l'eau, aucune influence, affirment les spécialistes du genre, qui ne prennent pas la peine d'une réplique intellectuelle forte, à l'exception de l'historien Pierre Vidal-Naquet, à qui de belles âmes ont d'ailleurs reproché de faire le jeu de l'adversaire.

L'Internet procure à ce genre de thèses une audience amplifiée, et son principe d'interactivité une notoriété et une légitimité de débat qui lui ont été refusées durant des décennies.

### **Les néo-négateurs**

Dans la polémique autour de Noam Chomsky, à partir de 1996, les noms d'anciens animateurs de La Vieille Taupe ont été jetés en pâture. Pour ces jeunes gens qui tournaient autour de (482) Pierre Guillaume, les systèmes sociopolitiques se valaient tous, du régime nazi à la vieille social-démocratie, et constituaient autant de masques du capitalisme. Mais ces contestataires forts en gueule des années 60 et 70 ont peu à peu opéré une étrange reconversion idéologique. Dans les années 70, La Vieille Taupe est devenue une microscopique structure d'édition convertie peu à peu au négationnisme après une période intellectuelle hyper-critique et très matérialiste.

En 1970, le libraire-éditeur Pierre Guillaume édite dans son bulletin *Le Mouvement communiste* un texte anonyme vieux de dix ans redécouvert par Gilles Dauvé dans *Programme communiste*, une feuille de chou "bordiguiste". Le bordiguisme ou Gauche communiste italienne, qu'anima Amadeo Bordiga, un ami d'Antonio Gramsci, est un avatar du marxisme. Amadeo Bordiga créa ce courant après son éviction, en 1926, du Parti communiste italien, qu'il avait pourtant cofondé. Le texte s'intitule *Auschwitz ou le grand alibi*. Selon la théorie bordiguiste qui rejette les motivations raciales et antisémites de l'extermination des Juifs par les nazis, l'holocauste s'explique par la volonté de la petite et moyenne bourgeoisie allemande de se débarrasser d'une fraction non négligeable des siens, afin de se préserver de l'inexorable concentration du capital qui la menaçait. Ce super-potlatch assumé par le grand capital s'est réalisé avec la complicité morale et active de la bourgeoisie: les bourgeois juifs étaient devenus inutiles à la production.

Mais peu à peu, les "taupistes", à partir de leur opuscule fondateur, s'engagent dans des explications et des théories toujours plus confuses, et un doute de plus en plus accentué sur les conditions techniques et financières de l'entreprise d'extermination. Leur hyper-rationalisme et leur hyper-critique débouchent finalement sur une pensée de rechange, le négationnisme, analyse globalisante bien plus simple à porter.

À côté de ceux d'Amadeo Bordiga, la bibliothèque de ces néo-négateurs accueille les écrits de Paul Rassinier, un curieux personnage tour à tour communiste, socialiste, puis anarchiste. Et surtout négateur, malgré sa propre tragédie de résistant déporté. Un personnage emblématique, une aubaine militante et décisive: Paul Rassinier captiva les jeunes gens exaltés de (483) l'extrême gauche révisionniste. [1] Une formule va servir de clé de voûte à la pensée taupiste: "L'antifascisme est pire que le fascisme." Cette idée

<sup>1</sup> Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite*, Seuil, 1999. Une impressionnante biographie de Paul Rassinier. Par celle-là même qui quitta spectaculairement l'univers de La Vieille Taupe et Serge Thion pour rejoindre Claude Lanzmann aux *Temps modernes*.

force a depuis largement débordé le cadre des amis de Paul Rassinier et sert d'argument massue à certains "souverainistes" et gauchistes pour railler les formations antiracistes.

Sous la houlette de Pierre Guillaume se retrouvent Gilles Dauvé, Serge Quadruppani et le chercheur au CNRS Serge Thion. **Des demi-soldes de l'intelligentsia d'extrême gauche** à la recherche d'une posture modernisée de l'antisémitisme et du négationnisme. Les brochures éditées par La Vieille Taupe, très proches de la revue ultra-confidentielle de l'"ultra-gauche" *La Guerre sociale*, témoignèrent d'un vif intérêt pour les thèses de Paul Rassinier et de Robert Faurisson et d'une grande bienveillance à l'égard des écrits négationnistes de l'ex-communiste Roger Garaudy. Depuis vingt-cinq ans, la glu négationniste, badigeonnée par des intellectuels de l'"ultra-gauche", asphyxie l'extrême gauche dans son approche du conflit israélo-palestinien. Cette tribu est encore bien mal nettoyée de la "judéo-phobie" qu'elle secrète en avant-garde depuis le XIXe siècle.

### La résurrection par Internet

En 1979, Pierre Guillaume et La Vieille Taupe prennent énergiquement la défense de Robert Faurisson, professeur à Lyon III, spécialiste de Rimbaud et de Lautréamont, qui est parvenu, un an auparavant, à publier un grand article dans *Le Monde*, "Le mythe des chambres à gaz ou la rumeur d'Auschwitz". Dans un débat organisé par *Le Monde*, Georges Wellers, autre séminariste du CNRS, démontrera sans mal la mécanique intellectuelle de Robert Faurisson et soulignera l'incompétence de ce dernier à propos des chambres à gaz. Le petit monde intellectuel est choqué. Robert Faurisson, édité par le journal de référence, fait fructifier sa légitimité d'"historien négationniste". (484) L'extrême droite le soutient, mais ses amis les plus influents sont ailleurs.

Aux taupistes de la première heure, se joignent tous ceux qui gravitent, autour de la revue *La Guerre sociale* fondée en 1976: Dominique Blanc, Gilles Dauvé, Serge Quadruppani, Jean-Pierre Carasso, Joseph dit "José" Benhamou, l'un des fondateurs des éditions du Dilettante aujourd'hui directeur technique de La Table ronde, Isabelle Martineau, désormais avocate du très radical Groupe d'information sur les travailleurs immigrés (Gisti). Une partie de ce petit monde finira par quitter *La Guerre sociale* pour s'isoler sur *La Banquise*, revue qui fondera elle-même peu à peu à coups de polémiques internes dans les distrayantes années 80. En 1990, ils collaboreront à un magazine de diffusion plus ambitieuse, *Mordicus*.

Avec la décennie 90, on assiste à un retournement spectaculaire de situation: c'est l'extrême droite, et notamment celle d'Alain de Benoist, qui chine, recycle et récupère une partie du mobilier idéologique de cette "ultra-gauche", notamment le situationniste Guy Debord et sa *Société du spectacle*. [1] Serge Quadruppani, dans le tourbillon polémique de son propre parcours, se sentira obligé de cosigner avec Louis Janover un long texte sur cette récupération, "Les ennemis de nos ennemis ne sont pas nos amis", publié dans la très confidentielle revue *Hôtel Ouistiti...* [2]

Dix ans après, que reste-t-il des néo-négateurs de l'ultra-gauche ? Leur influence semble minuscule, mais le foyer, lui, est très bien entretenu: Serge Thion se charge avec zèle de diffuser les textes et les livres sur Internet. Les générations se succèdent, tout est à refaire

### Gabriel Cohn-Bendit révisé

En 1986, les compères de La Vieille Taupe, toujours aussi fervents, ont traduit *Le Mythe d'Auschwitz* [3] du théoricien négationniste Wilhelm Stäglich. Même minoritaires, de faible impact (485) et à la diffusion très confidentielle, ces propos, ces textes et ces revues font malaise. Leurs auteurs resurgissent dans des instances et des débats où on ne les attendait pas. **Comme des virus**. Ainsi Gabriel Cohn-Bendit, aujourd'hui conseiller politique de son petit frère Daniel, aura participé de toutes ses forces à la réhabilitation de Robert Faurisson jusqu'au coeur des années 80.

"Gaby", grand manitou des éducations alternatives, qui a eu une forte audience au ministère de l'Education nationale, ex-président d'Educateurs sans frontières, est également négateur par -- trajectoire plus classique -- militantisme pro-palestinien. En 1979, il publie sans difficulté dans *Libération* une tribune explicitant ses prises de position: l'article est cosigné avec Pierre Guillaume et s'intitule "Connaissez-vous Paul Rassinier ?" Puis il parvient à publier un second article, "Question de principe", toujours dans *Libération*, où il entend cette fois défendre des intellectuels comme Robert Faurisson et Paul Rassinier. Une phrase de Gaby dit tout: "Les millions de Juifs morts sont utilisés constamment comme contre-argument à toute critique de la politique de l'Etat d'Israël." Le grand frère de Daniel Cohn-Bendit campe-t-il encore sur ses positions ? On peut espérer que ce n'est plus le cas. [*C'est pourtant encore plus vrai aujourd'hui qu'à ce moment-là.* ]

Le fameux article et l'argument de Gabriel Cohn-Bendit seront repris par Serge Thion en 1980, dans son

<sup>1</sup> Guy Debord, *La Société du spectacle*, Buchet-Chastel, 1967.

<sup>2</sup> Laurent Chollet, *op. cit.*

<sup>3</sup> Wilhelm Stäglich, *Le Mythe d'Auschwitz*, La Vieille Taupe, 1986.

livre sur le négationnisme d'extrême gauche, *Vérité historique ou vérité politique ?* [1] Gabriel Cohn-Bendit, au nom du principe absolu "Il est interdit d'interdire", soutient, relit, amende, participe à l'élaboration de l'ouvrage. Ce texte est à la fois un point sur l'affaire Robert Faurisson et une tentative de débat sur l'existence des chambres à gaz. Sont également de la partie "à l'enseigne de La Vieille Taupe" Jacob Assous, Denis Authier, Maurice Di Scuillo, Jean-Luc Redlinski. et Gabor Tamas Rittersporn. Serge Thion, depuis, a mis en ligne ce livre qui réclame "l'arrêt des poursuites judiciaires contre Robert Faurisson (ou les autres)", l'ouverture d'un "débat technique historique" sur la Shoah, la prise en compte de toutes les sources d'archives et (486) la diffusion des résultats de leurs recherches "en évitant de leur donner un caractère de vérité officielle".

Dans la foulée, Serge Thion, spécialiste du Cambodge, profite du livre pour remettre en cause l'importance du génocide perpétré par Pol Pot. Toute ressemblance avec les hypercritiques sur l'importance des massacres serbes au Kosovo en 1999 serait de mauvais aloi.

L'article de Gabriel Cohn-Bendit, "Question de principe", a été réédité dans un autre ouvrage, *Intolérable intolérance*, [2] publié en 1981 aux éditions de La Différence. L'opuscule est particulièrement faisandé par un antisémitisme de forte puissance, avec des auteurs comme l'avocat Eric Delcroix, les anthropologues Claude Karnoouh, Jean-Louis Tristani et Vincent Monteil. A la différence de son premier article dans *Libération*, ce texte a été sérieusement amendé par Gabriel Cohn-Bendit. Une idée force le structure: Hitler a "ordonné que des Juifs meurent uniquement parce qu'ils étaient juifs" mais "tout cela sans chambres à gaz, sans ordre d'extermination". [3]

### Le négationnisme universitaire

Comme leur jeunesse militante a été violemment dénoncée par le romancier Didier Daeninckx, Serge Quadrupani et Gilles Dauvé ont tenté de réopdrer en 1997 dans un livre collectif, *Libertaires et "ultra-gauche" contre le négationnisme*. Gilles Perrault commit une préface pour ces soldats perdus dans des politiques (intellectuellement) radicales. Leur éditeur, Reflex, est logé dans l'immeuble du Réseau Voltaire de Thierry. Meyssan, qui a lui-même déclenché une polémique avec son livre [4] affirmant qu'aucun avion ne s'est écrasé sur le Pentagone le 11 septembre 2001, autre forme de conspirationnisme nauséabond. Pas d'autocritique ou de repentance, ce n'est (487) pas le genre de la maison ni de cette génération, plutôt une page à tourner. [5]

L'antisémitisme est une spécialité de la gauche française du XIXe siècle dans toutes ses composantes. [6] Il se nourrit depuis les années 70 du négationnisme et du conflit israélo-palestinien. Devenu spécialité de l'ultra-gauche, il a servi de point d'appui aux mutants de l'extrême droite qui coulent désormais leur pensée dans les flux de l'antimondialisation, dans les émeutes et les protestations contre les Etats-Unis, dont Israël est considéré comme le servent.

Ces dernières années, toute une série de scandales ont touché l'université française. En 1990, Bernard Notin, maître de conférences à l'université de Lyon III, est accusé par *Le Monde* d'avoir publié un article raciste et révisionniste dans la revue *Economies et sociétés*, subventionnée par le CNRS. L'inventeur de la "coterie judaïque", du "bazar multiracial" et de la négation des chambres à gaz sera mis à pied durant un an avec privation de la moitié de son traitement en 1990. Cinq ans plus tôt, Henri Roques (secrétaire général de la Phalange française entre 1955 et 1958) était parvenu à faire valider sa thèse d'histoire sur l'inexistence des chambres à gaz grâce à la complicité de la faculté des lettres de Nantes et sous la responsabilité d'un spécialiste... de provençal médiéval. La thèse fut annulée en 1986 par le ministre de l'Enseignement supérieur de l'époque, Alain Devaquet. En 1990, Henri Roques tenta l'aventure de la presse, (488) avec une revue au titre ronflant, *Revue d'histoire révisionniste*. Cette singerie de presse scientifique capota rapidement.

En 2000, c'était au tour de Jean-Paul Allard, ancien militant de la Nouvelle Droite, professeur

<sup>1</sup> Serge Thion, *Vérité historique ou vérité politique ?* La Vieille Taupe, 1980.

<sup>2</sup> Jean-Gabriel Cohn-Bendit, Eric Delcroix, Claude Karnoouh, Vincent Monteil, *Intolérable intolérance*, Editions de la Différence, 1981.

<sup>3</sup> Cité dans Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Mille et une nuits, 2002, pages 133 à 134.

<sup>4</sup> Thierry Meyssan, *L'Effroyable Imposture*, Carnot, 2002.

<sup>5</sup> Une conférence de presse, en soutien aux deux anciens taupistes épingleés par Didier Daeninckx, fut tenue au CCIP, 21 ter, rue Voltaire. S'y associèrent les écrivains Jean-Pierre Bastid, Cesare Battisti, Gérard Delteil, Thierry Jonquet, Michèle Lesbre, Alexis Violet, le président d'honneur de Ras l'Front, Maurice Rasjfus, des professionnels de l'édition, Jean-Christophe Brochier, Guy Dardel, Hervé Delouche. A leur sujet, l'écrivain Gérard Delteil aura ces formules particulièrement ambiguës et pour le moins maladroites: "Gilles Dauvé et Serge Quadrupani ont écrit des choses déplaisantes, ont plus ou moins cautionné Robert Faurisson (comme beaucoup de gens) au nom du doute scientifique et de la liberté d'expression, mais n'ont jamais été négationnistes ni antisémites. Je suis formel. Surtout, ils ont reconnu leurs erreurs depuis (en particulier Serge Quadrupani), au point que Pierre Vidal-Naquet a signé en 1997 (aux côtés de nombreuses autres personnalités) un texte où il affirme qu'il est «inacceptable qu'on lui applique aujourd'hui une étiquette négationniste [et que] cette accusation calomnieuse soit évoquée pour l'empêcher d'exercer pleinement ses activités d'auteur»."

<sup>6</sup> Sur la question: Marc Crapez, *La Gauche réactionnaire*, Berg International, 1996.

d'allemand de Lyon III et fondateur de l'Institut d'études indo-européennes, qui avait validé la thèse d'Henri Roques, de se retrouver sur la sellette: la Ligue des droits de l'homme dénonça l'impunité absolue du séminariste qui pouvait jouir de tous les moyens universitaires.

Une histoire n'a pas transpiré dans les médias en 1999: les agrégés d'allemand ont géré entre eux la publication d'un texte révisionniste de l'un de leurs collègues qui leur avait envoyé un huissier pour imposer la publication intégrale de l'article dans le bulletin des agrégés d'allemand, l'Agès. "C'est le type, même de situation qui ne peut qu'embarrasser les agrégés d'allemand ! Notre discipline étant l'objet de toutes les suspicions", explique un membre du bureau. De fait, une voix autorisée, Gerald Stieg, spécialiste de l'Autriche et de Karl Kraus, a répondu point par point aux prédictions illuminées du séminariste. Jean Plantin, l'éditeur de la revue *Akribeia* condamné pour négationnisme, a vu son DEA annulé en 2000. En janvier 2003, le tribunal de grande instance de Lyon a révoqué le sursis dont bénéficiait cet éditeur lyonnais, condamnant pour la première fois un négationniste à une peine d'emprisonnement ferme. Vincent Reynouard professeur de mathématiques au collège de Honfleur, a été exclu de l'Education nationale en 1997: il s'évertuait à produire des opuscules sur une prétendue mise en scène du massacre d'Oradour-sur-Glane. En janvier 2001, il éditait depuis la Belgique une brochure de soixante-quatre pages, recueil de ses articles comme "Le mythe de l'holocauste est définitivement mort" ou encore "Quand les vainqueurs tuaient pour sauver leurs mythes de propagande".

C'est une nouvelle génération de post-révisionnistes, plus virulente, qui a débarqué sur le marché de la polémique. L'un de ses pires représentants, Olivier Mathieu, collaborateur de la revue *Révision*, lancée en mars 1989 par le "post-révisionniste" Alain Guionnet, invite à dépasser les conclusions idéologiques d'un Robert Faurisson et à tout faire pour dessiller la conscience du "peuple européen qui croit aux mensonges que l'on raconte (489) sur le national-socialisme". [1] L'agit-prop des néo-négateurs a de beaux jours devant elle.

### **Roger Garaudy superstar**

Depuis les années 80, le négationnisme a pris doucement racine dans un monde qui, environnement politique et conflit israélo-palestinien aidant, lui est infiniment plus favorable. Ainsi Roger Garaudy est une figure star chez les intellectuels arabes antisionistes, notamment égyptiens. Même pourchassée en France, cette forme de pensée reprend vigueur sous d'autres canaux. En avril 2000, des étudiants s'inquiétèrent d'avoir trouvé dans la librairie du Mémorial pour la paix de Caen, pourtant sous le contrôle d'un conseil scientifique dirigé par un membre du CNRS, une quarantaine d'ouvrages écrits par des auteurs d'extrême droite comme Jean Mabire ou négationnistes tels ceux de Roger Garaudy, reconnu coupable en 1998 de "contestation de crimes contre l'humanité", et de l'historien David Irving, jugé par la Haute Cour de Londres "antisémite, raciste et négationniste de l'holocauste". Ce choix de livres était proposé sans précaution pédagogique ni le moindre avertissement.

En 1996, La Vieille Taupe publia *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* [2] où Roger Garaudy, ancien intellectuel communiste, rendait public son intérêt pour les thèses négationnistes. Traîné en justice, il fut condamné à une amende de cent soixante mille francs et à neuf mois de prison avec sursis. Depuis, La Vieille Taupe a trouvé refuge sur Internet, diffusant ses thèses à partir du serveur Radio Islam.

L'ancien taupiste Serge Quadruppani, auteur de livres-enquêtes sur les prisons ou les répressions policières, ancien directeur de la collection à scandales Alias aux Presses de la (490) Cité, [3] cogénérateur du Poulpe avec Jean-Bernard Pouy et Patrick Raynal, avant d'abandonner ce personnage de caricature anti-facho, est devenu l'un des piliers de Fleuve noir et traduit des romans italiens. D'ailleurs, il vit "à mi-temps" en Italie depuis les années 90. Aujourd'hui, il plaide pour "une pensée de la rupture" contre le "poulpisme", cette pâte à mastiquer politiquement correcte et consensuelle à ses yeux. [4] La revue des intellectuels bourdieusiens, *Agone*, a édité son reportage fleuve sur la grande manifestation des antimondialistes de Gênes à l'été 2001. [5] Comme une super légion, l'antimondialisation dissout et recycle tout le monde et tous les discours formels, les plus haineux comme les plus esthétiques. [...]

## **21. Vigilants et vigiles [p.511]**

(514)

D'ordinaire, ce genre de "vigilance" en terrain séminariste était plutôt discrète. Comme le prouve

<sup>1</sup> Cité dans Marc Knobel, "Où l'on reparle de révisionnisme", *Le Figaro*, 25 mai 1990. Voir également Pierre-André Taguieff, "La nouvelle judéophobie", *Les Temps modernes*, n° 520, novembre 1989, sur la naissance du "post-faurissonisme".

<sup>2</sup> Roger Garaudy, *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne*, La Vieille Taupe, 1996.

<sup>3</sup> Les polars "gore" qu'il publiait révélèrent un imaginaire de viols particulièrement sanglants, qui scandalisa des féministes.

<sup>4</sup> Interventions de Serge Quadruppani, à l'occasion de la conférence de presse du 21 juin 2001.

<sup>5</sup> Serge Quadruppani, "Les multiples visages de la révolte globale", "La face assassine de Big Brother par Serge Q, marcheur de Gênes", *Agone* n° 26-27, juillet 2002.

cette lettre datant de 1990: l'ethnologue Jean Pouillon qui dirige la revue des anthropologues de l'EHESS, *L'Homme*, renvoie son projet d'article à un certain Jean-Louis Tristani: "Bien que mes collègues du comité de rédaction et moi-même ayons estimé publiable votre article «Les pronoms balinais de la troisième personne», nous n'avons pas changé d'avis quant à son intérêt intrinsèque, mais nous ne voulons pas que sa publication dans *L'Homme* serve de caution scientifique -- j'ai en effet appris que vous vous en étiez à l'avance et imprudemment prévalu pour cette raison même -- à des propos et à des écrits qu'il est convenu aujourd'hui d'appeler pudiquement "révisionnistes" et dont je n'avais pas connaissance lorsque je vous ai rencontré; sinon, soyez sûr que je vous aurais alors rendu ce texte et que notre conversation eut été brève. Ci-joint le manuscrit, avec mes sentiments dont je vous laisse le soin de deviner la nature". [1]

Jean-Louis Tristani, huit ans plus tôt, a fait partie des rédacteurs de *Intolérable intolérance*, [2] qui défendit les thèses négationnistes de Robert Faurisson. Les néo-négateurs de l'Université et de la recherche, depuis, sont impitoyablement traqués.

### Didier s'énervé

Un ciel d'aluminium semble écraser Aubervilliers, en Seine Saint-Denis. "Aubers", la ville dont le maire communiste est Jack Ralite, mais dont Pierre Laval fut aussi l'édile, affiche la dureté sans humour et sans appel. Avant la Première Guerre mondiale où il sera fauché dans les premiers mois, un jeune ethnologue autodidacte, Léon Bonneff, dans la foulée de son anthologie des "métiers qui tuent, [3] en conçut un roman sociologique, âpre, écorché et méphitique, peuplé de ramasseuses de crottes de chien, d'éboueurs de matières acides et de (515) gâcheurs de plâtre. [4] Le texte de Léon Bonneff, réédité, a fait l'objet d'une préface de Didier Daeninckx. Aubervilliers est également la ville où habite l'écrivain de polars. La fenêtre de son bureau pavillonnaire en dévoile les barres tristes et la vie comme un crépi grisâtre.

Lunettes rondes, bouche amère, l'allure d'un graphomane de la Commune ou d'un d'Artagnan austère, ce gendeletré né en 1948, ancien journaliste de revues municipales de la ceinture rouge, crée autant de controverses qu'il attire la foudre. Il pourrait évoquer la figure d'un Henri Barbusse, qui défendait la conception de "l'intellectuelle couteau entre les dents", devant rendre des comptes au peuple et déjouer les complots de la réaction. Mais, "choqué" par cette comparaison, l'écrivain rectifie ce qui lui apparaît comme "un caractère gravement diffamatoire": "La différence est qu'Henri Barbusse a été ensuite corrompu par Staline, lui dédiant des textes élogieux. Moi, je ne mange pas de ce pain-là. Je serai toujours un écrivain. Un certain nombre d'éditeurs m'ont proposé des postes de directeur littéraire, que j'ai toujours refusés. ***[QUI ? Les Editions du renseignement ? Flics de France et de Navarre ? Staline actuel ? On veut des noms ! Qui a bien pu proposer la botte à ce va-nu pied ? Qui a failli commettre ce crime pire qu'une erreur ? Un caramel mou pour l'heureux lecteur qui nous enverra la solution de cette improbable énigme]*** Je ne pratique pas le mélange des genres." [5]

Plutôt que comme son héros, le pauvre inspecteur Cadin, les ennemis de Didier Daeninckx le dépeignent en procureur stalinien de la meilleure eau. "C'est un flic jusqu'au plus profond de son âme. Dans les années 90, il nous envoyait des lettres de dénonciation toutes les semaines, sur les soi-disant rouges bruns infiltrés à tous les niveaux", jure cette influente membre du bureau politique du PCF. Didier Daeninckx aurait un cœur de silex. Il lirait les textes de ses ennemis comme un commissaire de pays totalitaires. Au pied de la lettre, avec des inspirations camouflées. Censurerait la nuance. Briserait les amitiés compliquées. Verrait de la contamination là où se trouve l'échange d'idées contradictoires. Surtout, l'ennemi est repéré sous une loupe grossissante de très forte puissance. Didier Daeninckx ne s'attaquerait qu'aux acariens tapis dans la moquette intellectuelle la plus élimée. Celle passée et trépassée des "rouges bruns, (516) des fascistes interconnectés aux derniers révolutionnaires.

### "Un grand délirant"

Dans la communauté des romanciers de polars, devenue depuis les années 80 lieu de repli des militants de gauche et d'extrême gauche, les méthodes de Didier Daeninckx passent mal. En 2000, au salon du polar à la Bastille, des romancier comme Thierry Jonquet ou Gérard Delteil l'ont verbalement agressé, et même "physiquement agressé, et très courageusement, en bande", rétorque Didier Daeninckx qui se retrouva à terre. Ce que confirment plusieurs témoins, effrayés et indignés par l'ampleur de la haine. Une trentaine d'auteurs présents à la manifestation de la Bastille signeront une pétition en faveur de Didier Daeninckx, pas tout-à-fait seul dans le métier et soutenu par deux parrains, Patrick Raynal, son éditeur de la Série et Jean-Bernard Pouy, le créateur du poulpe. Depuis, les e-mail injurieux de Thierry

<sup>1</sup> Document inédit transmis à l'auteur.

<sup>2</sup> Jean-Gabriel Cohn-Bendit, Eric Delcroix, Claude Karnoouh, Vincent Monteil, op. cit.

<sup>3</sup> Léon Bonneff, *Les Métiers qui tuent*, Bibliographie sociale, 1900.

<sup>4</sup> Léon Bonneff, *Aubervilliers*, L'Esprit des péninsules, 2000.

<sup>5</sup> Entretiens avec l'auteur, septembre 2000, septembre 2001 et novembre 2002, relus et amendés.

Jonquet, ancien éducateur et ex-militant trotskiste, qui se manifestaient de temps en temps, ont afflué.

"Didier Daeninckx me fait penser à ces grands délirants qui, lorsqu'ils ont un peu bu, prennent l'autoroute à contresens", vitupère Gilles Perrault. L'auteur de *Notre ami le roi* s'est retrouvé dans le collimateur de Didier Daeninckx. Un opuscule édité en octobre 1997 par Gérard Bobillier, directeur des éditions Verdier, qui publie d'ordinaire les oeuvres délicates de Jean-Claude Milner, de Benny Lévy ou de Jan Patocka, aura plongé l'intelligentsia et la communauté des romanciers de polars dans un malaise poisseux qui n'en finit pas. *Le Goût de la vérité* [1] est celui de la cendre en bouche. Gilles Perrault y est dépeint comme un écrivain aimant la littérature au carré de légionnaires. Avec, entre les lignes, un soupçon d'homosexualité sado-maso. Para dans la coloniale à vingt-cinq ans, Gilles Perrault, né en 1931, est un intellectuel emblématique de l'extrême gauche. Pour des raisons alimentaires, il écrit des romans de gare chargés d'une idéologie basique de petit soldat de plomb, d'images martiales et d'idées de gauche de très faible intensité.

(517)

Didier Daeninckx voit, lui, dans les textes de Gilles Perrault un culte morbide de l'autorité et de l'hitlérisme. Dans le même opuscule, Didier Daeninckx esquinta Maurice Rajsfus, qui lui répondit par un autre texte, "Chasse aux sorcières, ça suffit !", et fut épaulé par un autre écrivain de polars, Gérard Delteil, dans une tribune de *Libération* intitulée "Daeninckx en un combat douteux".

A son tableau de chasse, l'auteur de *Meurtres pour mémoire* n'a pas que des déconvenues. Il traque ceux qu'il estime faire partie des réseaux négationnistes, conspirationnistes, voir pédophiles, et parfois révèle des collusions intellectuelles plus que douteuses: Michel Cagnet, animateur du réseau pédophile Toro-Bravo, travaillait très activement avec Serge Thion, Robert Faurisson et la structure de La Vieille Taupe, traduisant des textes négationnistes. Sur le site négationniste Aargh, animé par le même Serge Thion, l'écrivain est surnommé avec rage "Dédé Bellepou" ou "Didier Denainxxx" ou encore "Le virus Ebola de la connerie". [2] Patrick Besson, lui, a écrit un pamphlet sur ce sujet, *Didier dénonce*. [3] Les intellectuels qu'il traque, il est vrai, se complaisent et s'excitent sur les amulettes culturelles de l'extrême droite.

### Tempête sur L'Harmattan

Le sniper aura fait mouche plusieurs fois, comme avec les professeurs d'extrême droite de Lyon III ou les négationnistes de l'extrême gauche. Didier Daeninckx épingla également Roger Garaudy. En 2000 celui-ci a publié en catimini à L'Harmattan un texte dans l'ouvrage collectif *Le XXI<sup>e</sup> siècle, suicide planétaire ou résurrection ?* [4] Le livre plutôt anodin ne présentait pas de nom d'auteur sur sa couverture. Outre ceux du vieux négateur, figuraient les textes de deux auteurs décédés (le violoniste juif Yehudi Menuhin et le prêtre de la théologie de la libération et des favelas, dom Helder Camara), ainsi que celui d'un ami de Roger Garaudy, le prêtre Michel Lelong. [...]

*En un mot comme en cent, nous récusons cet imbécile, sans entrer dans la foule compacte de ses erreurs de fait. Ce qui enrage ces petits messieurs, c'est que les générations se succèdent et avalent de moins en moins les bobards de guerre de la seconde guerre mondiale, parce que le conditionnement idéologique qui les fonde ne prend plus. Il suffit alors de rencontrer un ou deux textes qui appliquent sereinement les méthodes historiennes à cette période pour se rendre compte qu'au royaume de pipo l'intello, william vaurien est roi. Rendez-vous dans trente ans.*

*L'histoire, c'est comme ça qu'elle s'écrit: par des gens qui n'ont pas vécu les événements, qui ne connaissent pas grand chose du contexte de l'époque, qui ont leurs marottes et leurs comptes politiques à régler, et qui n'ont aucune considération pour les acteurs du passé. Le présent n'a-t-il pas forcément raison puisque le passé a le tort d'être absent ? Les êtres de chair et de sang deviennent des catégories abstraites, des pions sur un échiquier idéologique fabriqué 20 ans ou trente ans après coup. Comment l'acteur s'y retrouverait-il dans ce magma produit par le prurit universitaire ou la solde du journaliste ? Quelle réaction ? Le silence, le dégoût ? Faut-il sans cesse, comme l'infortuné Chomsky, tel Sisyphe, expliquer tous les soirs la même chose à une bande de morveux qui ont bien décidé de ne pas comprendre et de porter leurs jugements insignifiants sur des gens et des événements qui les dépassent ? Une histoire du révisionnisme écrite par des révisionnistes n'échapperait peut-être même pas à ces reproches. Alors quand elle est écrite par des esprits faux, mesquins, qui ne risquent rien dans le confort de leurs charentaises ?*

*Le lecteur remarquera que nous ne nous sommes pas donné la peine de corriger toutes les fatrasies de*

<sup>1</sup> Didier Daeninckx, *Le Goût de la vérité*, Verdier, 1997.

<sup>2</sup> En décembre 2002, Serge Thion a été condamné par la justice pour ses propos et insultes à l'encontre de Didier Daeninckx.

<sup>3</sup> Patrick Besson, *Didier dénonce*, op. cit.

<sup>4</sup> Roger Garaudy, *Le XXI<sup>e</sup> siècle, suicide planétaire ou résurrection ?*, op. cit.

*ce demi-savant qui a lu beaucoup sans toujours bien comprendre. Nous ne faisons ça que dans les cas où il n'y en a pas trop. De plus en plus, à la radio, dans les journaux, et même dans les publications dites de qualité, on trouve de ces jeunes gens énervés, à moitié instruits, ne maîtrisant pas la langue, qui défendent farouchement le juste milieu, la pensée tiède, les penser-petit, la nage dans les bidets. Ce sont des nombrilistes arrogants qui n'ont de vaste que l'inculture et l'ambition. Nous n'avons pas les moyens, il faut bien le reconnaître, de parler avec des gens faits comme ça.*

LES GRANDES PANURGIES LYONNAISES (suite)

### Avec le CRIF, retour garanti au Moyen-Age, et a son antisémitisme

Le journal *Libération* rend compte, dans son édition du 4 avril, de propos carrément antisémites attribués à l'un des dirigeants du Conseil Représentatif des Institutions Juives (CRIF) à Lyon.

Pour Alain Jakubowicz, patron local du CRIF, «Il n'y a pas un juif, **par atavisme**, qui ne se sente solidaire d'Israël».

Selon *Libération*, les mots prononcés publiquement par Jakubowicz ne relèvent pas du lapsus, puisqu'au contraire, le dirigeant du CRIF aurait «martelé» son propos.

Jakubowicz est un raciste, car pour lui, ce n'est pas la raison qui commande les sentiments de chacun des Juifs de par le monde, mais un patrimoine génétique, qu'il a au préalable décrété commun.

Le corollaire ne vaut pas mieux: il signifie qu'un juif qui ne se sent pas plus «solidaire d'Israël» que d'un autre peuple ou une autre nation du monde, ne peut pas être un juif. Sinon, «l'atavisme», à savoir des caractéristiques d'un être ou organisme vivant transmises par voie héréditaire, opérerait dans le sens souhaité par notre néo-sorcier.

Alain Jakubowicz a parlé ainsi, à l'occasion d'une rencontre entre le CRIF et le Collectif Palestine 69 (département du Rhône), indique *Libération*.

Le Collectif Palestine tenait à demander des comptes au CRIF après une initiative elle-même dangereuse pour le développement de l'antisémitisme.

En l'occurrence, l'organisation, à l'intérieur même de la Grande Synagogue de Lyon, le 25 mars, d'un gala de collecte de fonds au profit des soldats israéliens !

«Qu'aurait-on dit si la Grande Mosquée de Lyon avait accueilli une soirée de soutien à une armée d'un pays arabe ?», ont demandé les militants du Collectif Palestine 69. Ces derniers ont à juste titre fait observer qu'une telle initiative renforce les confusions, en accréditant l'idée que la communauté juive de France, parce que juive, «serait unie derrière le gouvernement Sharon».

L'ironie de cette affaire, c'est qu'Alain Jakubowicz se pique, de temps à autre, d'apparaître comme l'aile «éclairée» du CRIF. Il a par exemple récemment critiqué la tirade de son compère Roger Cukierman sur l'alliance «rouges-verts-bruns», la trouvant excessive. Mais ce même Jakubowicz a aussi osé poursuivre des militants de Chambéry qui avaient collé des affiches «Sharon Assassin», et cherché à les faire condamner pour antisémitisme. Sans succès: il s'est fait débouter, l'an dernier."

<<http://www.paixjusteauproche-orient.asso.fr>> 4 avril 2003.

*Il faut comprendre que ce Jaku est un petit farceur.*

UN FAUX JUIF ?

C'EST-À-DIRE: UN FAUX FABRIQUÉ PAR DES JUIFS ?

EST-CE DIEU POSSIBLE ?

### Archéologie -- Etrange découverte à Jérusalem

par Anne-Marie Roméro

Une information parue lundi dernier dans le quotidien *Ha'aretz* relance la polémique ouverte au printemps dernier par *La Bible dévoilée* (éditions Bayard) ouvrage de deux archéologues israéliens, Israël Finkelstein et Neil Asher Silberman, qui bouscule bien des idées reçues sur la véracité du récit biblique.

Le journal relate la découverte, à une date non précisée, d'une tablette de pierre noire portant une inscription attribuée au roi de Juda Jehoash (Joas qui règne de 836 à 798 av. JC.).

Ces dix lignes de texte, en phénicien, font état de «réparations ordonnées dans le Temple» par le roi, dans les mêmes termes que le récit fourni par le second livre des Rois (chap. 12).

Toujours selon *Ha'aretz*, la tablette a été authentifiée par les experts d'un institut de recherches spécialisé du ministère des Infrastructures nationales. [*Ancien ministère de Sharon* ] «Si elle est confirmée, déclare Gabriel Barkaï, considéré comme une sommité en la matière, il s'agit d'une affaire sensationnelle, de première importance, qui pourrait être la plus grande des découvertes archéologiques à Jérusalem et en Israël».



Au même moment vient de paraître le dernier numéro du «Monde de la Bible» consacré au Roi David. Israël Finkelstein directeur de l'institut d'archéologie de l'université de Tel-Aviv y consacre un article à «Jérusalem, cité de David» dans lequel il réaffirme sa thèse, fondée sur des années de fouilles scientifiques.

Au Xe siècle avant notre ère, dit-il, le royaume de Juda (sud Israël) n'était qu'un territoire faiblement peuplé, et «Jérusalem n'était qu'un modeste et relativement pauvre village. D'une superficie ne dépassant pas un à deux hectares, elle n'atteignait même pas l'extrémité méridionale de ladite Cité de David et n'était pas fortifiée ».

La thèse développée par cet archéologue de terrain situe plus tard dans le temps l'âge d'or du royaume de Juda, après la destruction des cités du royaume du nord par les Assyriens.

«Au Xe siècle, écrit-il, alors que Juda en est encore aux premiers balbutiements de son organisation politique, émerge dans les hautes terres du nord une véritable entité politique... la première entité politique nordique israélite». Autrement dit, il est impossible que la Jérusalem capitale et le Temple d'où se réalisera l'unité d'Israël aient pu exister avant le VIIIe siècle (av.JC).

Interrogé par *Le Figaro*, Israël Finkelstein déclare sans ambages que «cette découverte sent mauvais». Il ajoute: «Tout ce qui ne provient pas d'une fouille est un faux à moins que l'on puisse prouver le contraire. Du reste cette tablette a été proposée au Musée d'Israël, qui l'a refusée. S'il s'agissait d'une course de chevaux, je parierais à neuf contre un qu'il s'agit d'un faux».

Cette opération médiatique a donc toutes les apparences d'une riposte des milieux les plus intégristes ulcérés par la publication de *La Bible dévoilée*. L'ouvrage conclut en effet que la Bible n'a pu être rédigée qu'entre le VIIIe et le VIIe siècle av. JC. A des fins politiques «lorsqu'il a fallu étayer par des textes fondateurs la tradition monothéiste exclusive des Juifs».

*Le Figaro*, 17 janvier 2003.

## LÉCHER LA BOTTE JUIVE

Texte de l'article d'Antoine Perraud dans *Télérama*:

«Au printemps 2002, l'armée israélienne, sous couvert de l'opération Mur de Protection, a perdu treize soldats et tué cinquante-deux Palestiniens à Jénine. Cet inadmissible abus de pouvoir des armes est vite devenu, pour les victimes de Jénine et leur relais dans le monde, un crime contre l'Humanité enfin capable -- les non-dits (de moins en moins du reste) sont assourdissants -- d'effacer. D'effacer quoi ? **L'avoir moral** dont bénéficieraient, selon les ennemis acharnés d'Israël qui donnent parfois le la de la cause palestinienne, **les Juifs depuis la Shoah**. Ce film s'inscrit dans cette optique navrante ? Il entend **plaquer sur Tsalal l'image de la Wehrmacht**. Tout ce qui est complexe est gommé (rien sur les kamikazes palestiniens dont le harcèlement attisa la fureur scélérate de la troupe israélienne): place à la propagande avec son cortège de ralenti pesants. Nous voici dans un **Guernica manqué**, c'est-à-dire un piteux bombardement d'images. Ce cinéma de l'effroi, unilatéral, témoigne d'une injustice supplémentaire: l'occupé palestinien, soudé par la catastrophe, obnubilé par sa colère haineuse ou éplorée (ce qui n'enlève rien à sa légitimité), appréhende et filme moins bien que l'occupant, traversé, lui, par une diversité d'opinions propre à une démocratie moderne, que le remords taraude en partie... La censure israélienne n'a pu s'empêcher d'interdire ce film.»

*Ces thala méritent le pal. Ils auront le pal.*

# PARUTIONS

§== **Anniversaire**. Il y a soixante ans, le 13 avril 1943, la Wehrmacht met à jour le charnier de Katyn. Dans cette forêt d'Ukraine reposaient les restes de 4143 officiers polonais.

Ces hommes -- et beaucoup d'autres -- avaient été exécutés par les Soviétiques lorsque ceux-ci s'étaient emparés en 1939-1940 de la partie orientale du pays, simplement parce qu'ils appartenaient à l'élite du pays. Staline craignait à juste titre qu'ils s'opposent à la mainmise communiste sur la Pologne. Il faudra attendre 1990 pour que les Soviétiques assument la responsabilité de ce massacre. Jusque là ils en

chargeaient les Allemands. Des milliers de corps n'ont pas encore été retrouvés.

§== **Falsifikation** historischer Ereignisse -- Falsification of historic events. Attentat von Herschel Felber Grynszpan vom 7. November 1938 in Paris. Weshalb Ernst vom Rath ermordet werden musste -- der Auslöser der "Kristallnacht". The Assassination on November 7th, 1938 in Paris by Herschel Felber Grynszpan.

Reasons why Ernst vom Rath had to be killed - The signal for the "Night of Broken Glasses."

Vincent C. Frank, born 1930 in Basle Switzerland, Dr. rer.pol. (economics) of the University of Basle in 1960.

1980 - 1996: President of the welfare organisation Anne Frank-Fonds Basle. He is member of the Board of the Christian-Jewish Society Switzerland and the Swiss Foreign Policy Association.

His political interests in the Holocaust, the German Uranium Bomb not built and European Integration sporadically let him to write articles for different papers.

<<http://www.falsifikation.ch/index.html>>

§== **Encore les Sept Nains**. Nous avons parlé le mois dernier des "Sept nains d'Auschwitz". Cette belle histoire a donné lieu à un petit documentaire, disponible sur un site, qui charge très lentement, peut-être parce qu'il est en Nouvelle-Zélande.

<<http://www.evision.org.nz/stories/showcase/emily.html>>

§== **Pas beau**. Laird Wilcox n'est pas beau à voir, mais il possède, exploite et partage une énorme collection de données sur les extrémismes de droite et ceux de gauche aux Etats-Unis. C'est une vraie mine de renseignements.

<<http://www.lairdwilcox.com>>

Il avait écrit en 1980 un petit texte excellent, très bref, qui est resté dans nos mémoires et qui se trouve justement sur son site:

*The Practice of Ritual Defamation, How values, opinions and beliefs are controlled in democratic societies.* (On le trouve dans "News and thoughts") Signalons qu'on peut se procurer les deux études suivantes qui ne manquent pas de piquant:

*Crying Wolf: Hate Crime Hoaxes In America*

A thoroughly documented and extensively footnoted study of false and fabricated racist, anti-Gay, and anti-Semitic "hate crimes" actually perpetrated by the "victims" themselves to gain sympathy, advance a political agenda, or for monetary gain. Reviews: (Wilcox's Report) "contains one documented example after another of extremists of all political stripes -- but mostly from groups generally considered societal victims -- who have been caught attempting to fabricate "hate crimes." Phil Stanford, *The (Portland) Oregonian*, 13 January 1993. "Hoo boy, talk about a powderkeg! This explosive book examines a subject nobody wants to talk about -- people who fake hate crimes, such as physical attacks and the destruction or defacing of property that are alleged to be motivated by the victim's race, religion, sexual orientation, etc." Russ Kick, *Outposts*, 1995. From the notorious Tawana Brawley hoax to cases reported only locally, each hoax is analyzed in terms of apparent motives, techniques employed, and payoff to the "victim." *Crying Wolf* also discusses the intended and unintended consequences of these hoaxes, and the role of special interest groups in generating irresponsible "hate crime" statistics. A list of traits to help identify hoaxes is included. 1995. Laird Wilcox, Author. ISBN 0-933592-82-5. \$19.95 Postpaid!

*The Watchdogs: Anti-Racist Watchdog Groups in America*

New Second Edition! The anti-racist "watchdog" movement in the United States consists of a number of organizations who "monitor" and combat the activities of their ideological opponents, which includes a wide range of organizations and individuals who have nothing to do with racism. The watchdog elite consists of the Anti-Defamation League and the Southern Poverty Law Center, both noted for enormous resources, massive legal staffs, and access to media and law enforcement to promote their agenda. The watchdog "second string" which includes the Center For Democratic Renewal and Political Research Associates, are noted for their radical political agenda and extensive "links and ties" to extremist groups of the far left. These four organizations are closely studied in this detailed investigative report, which reveals a little-known side that they would prefer kept from the public. With the publication of the FBI's Megiddo Report, which was compiled in part by agenda-driven watchdog groups, this issue is especially serious. Included are documented instances of illegal spying, theft of police files, fund-raising irregularities, irresponsible and fraudulent claims, perjury, vicious and unprincipled name-calling, ritual defamation, libel, intolerance of criticism, harassment, stalking, and a callous disregard for the civil liberties of their opponents and critics. 2nd Edition, 1999. Laird Wilcox, Author. ISBN 0-933592-96-5. \$24.95 Postpaid!

Pay in cash, check or money order. Overseas add 25%. Prepayment in U. S. Funds required. Make checks payable to Laird Wilcox. Editorial Research Service, PO Box 2047, Olathe, KS 66051, USA

§== **Au bord de l'eau.** Haus der Wannsee-Konferenz - Gedenk- und Bildungsstätte / **La Maison de la Conférence de Wannsee**

<[www.ghwk.de](http://www.ghwk.de)> Pas grand chose. On peut voir des images du tapuscrit, du moins de l'un des deux qui sont chacun censés être la copie n° 16. Cette belle demeure est devenue un Musée, évidemment. Il y a même un plan pour y aller:

«S-Bahn (R.E.R.) 1 et 7 ou Chemins allemand [ils veulent dire le train) jusqu'a gare "Wannsee", puis autobus No. 114 jusqu'a l'arrêt "Haus der Wannsee-Konferenz"».

§== **Otan, suspends tes crimes.** Un livre blanc yougoslave sur les crimes de l'OTAN. Les gouvernement actuel détruit les exemplaires imprimés. Nous avons eu une adresse mais il semble qu'on ne puisse pas charger:

<<http://otan99.chiffonrouge.org>>

En revanche, on trouve les deux volumes sur:

<<http://www.sramota.com/nato/whitebook/bela1.zip>>

Deux gros fichiers, gros à cause des images.

En ces époques de bombardement, il est toujours utile de se remémorer les bienfaits de la culture américaine (Rambo and Co) et les génocides qui n'ont pas eu lieu mais qui ont donné prétexte à des bombardements débouchant sur une invasion (Kosovo). Le scénario est rôdé.

Ce monde est atroce.

§== **Les derniers des justes.** On relève une publicité pour un *Dictionnaire des Justes de France*, édition établie par Lucien Lazare, édité par Yad Vashem et les éditions Fayard. Préface de Jacques Chirac, prix chérot de 40 euros. Depuis des années, on voit croître et embellir cette machine de récupération sioniste. Au départ, deux choses tout-à-fait distinctes. Des gens, toutes sortes de gens, en France, ont pris sur eux de cacher, de protéger ou de faire fuir des juifs qui étaient l'objet de persécutions de la part des nazis. Ces gens ont agi pour des raisons individuelles, morales, politiques ou religieuses, par simple souci de la fraternité humaine. Incontestablement, ces gens ont agi de manière admirable mais aucun d'entre eux n'est allé, par la suite, réclamer de médaille en chocolat.

D'autre part, il y a dans le fatras de la mythologie hassidique une histoire issue de la prolifération mystique selon laquelle le monde serait sauvé par des "Justes", au nombre de douze (comme les imams du shi'isme, comme les convives de la dernière Cène, comme les chevaliers de la Table Ronde, etc.), cachés, inconnus, étrangers les uns aux autres, et en cas de disparition de ces "Justes", la fin du monde s'approcherait. Un audacieux plagiaire avait, en faisant fond sur cette histoire que l'on peut juger abracadabrante ou simplement mystique, assez peu juive au fond, réalisé un livre en collant des emprunts variés, qui lui avaient valu le prix Goncourt, André Schwarzbart, un personnage lui même haut en couleurs. La supercherie avait été dénoncée tardivement.

Greffant l'un sur l'autre, les sionistes se sont avisé qu'ils avaient là un moyen de recruter des soutiens. Ils se sont mis à décerner des "certificats de Juste" (nous en avons un exemplaire en hébreu) à telle ou telle personne qui n'en pouvait mais. Pour maintenir leur machine de spoliation, d'oppression et de meurtre de masse, les sionistes ont besoin de l'appui des non-juifs et cette histoire des "Justes" (toujours avec une majuscule) ne coûte rien. Un bout de chiffon avec un tampon donne le droit aux assassins sionistes de se prévaloir de la bonté, de l'humanité et de la générosité de gens qui ont sauvé des juifs alors qu'eux-mêmes pourchassent impitoyablement, emprisonnent, torturent et massacrent ceux qui aident les Palestiniens à résister ou simplement à survivre à l'oppression israélienne. Le cas de la jeune Rachel Corrie, volontairement écrasée par un bulldozer israélien alors qu'elle tentait de s'interposer pour empêcher la destruction d'une maison palestinienne, acte condamné par les Conventions de Genève, est présent à tous les esprits. C'est donc un gigantesque détournement de bonté, effectué par des gens qui en sont totalement dépourvus. On aura rarement vu le cynisme aller si loin.

Pour conclure nous rappellerons que le révisionniste Paul Rassinier, arrêté et torturé par la Gestapo, avant d'être déporté à Buchenwald, avait résisté en fabriquant des faux papiers pour permettre à des juifs pourchassés de se réfugier en Suisse. C'est sans doute sur ce fondement que d'oublieuses pécores le traitent d'"antisémite". Il mérite donc de figurer en bonne place dans ce dictionnaire des "Justes" et s'il n'y est pas, ce que nos lecteurs pourront vérifier, c'est que cette opération n'a rien à voir avec les dures réalités du temps de la guerre, et tout à voir, en revanche, avec la propagande d'une entreprise coloniale à l'agonie.

§== **L'Holocauste est une fabrication américaine.**

Alan Mintz. *Popular Culture and the Shaping of Holocaust Memory in America*, Seattle: University of Washington Press, 2001. xiv + 208 p. Index. \$30.00 (cloth), ISBN 0-295-98161-X.

Reviewed for H-Judaic by Tom Lawson

<Tom.Lawson@wkac.ac.uk>, King, Alfred's College, Winchester

Alan Mintz's reflection on the status of Holocaust memory in America is, as the author himself recognises, a collection of four discrete essays, each approaching the subject from a distinctly different direction. In the light of this, this review will approach each of these essays in turn. At times the book is a little disjointed and connections between the essays are not always made where they could be. However, there is a coherence to this book which means that it is more than a collection of essays and that it ultimately should be viewed as a whole, which contributes much to our understanding of **the Holocaust as an American cultural construction**.

The first essay, "From Silence to Saliency," is basically a narrative history of the development of Holocaust awareness, both within American Jewish communities and within American society as a whole. In essence Mintz provides a repetition of what has become the orthodox account of the journey of the *Shoah* into the American soul. [*L'âme américaine, c'est quelque chose qui n'est pas beau à voir. Demandez aux Indiens...*] In the immediate post-war era Mintz tells us, just as Peter Novick did before him in his *The Holocaust in American Life*, that the anti-Jewish crimes of the Nazis were avoided because of the moral and political priorities of the future. Jewish Americans, especially immigrant survivors, avoided vociferous confrontation with their past in order to ease their assimilation into the new world. Non Jewish Americans' memories of war were still dominated by the trauma of Pearl Harbor in 1945, [*Pearl Harbor se passe en 1941, excusez-nous*] and soon after that, turned to the possibility of confrontation with the Soviet Union. Within these mind-sets there was little room for reflection on the more distant crimes of the Nazis. This silence, Mintz argues, was transformed into saliency through, on the one hand, **the need for American Jews to develop a memory** of suffering in the identity politics of the 1960s, and, on the other, the power of cultural texts referencing the Holocaust.

Alan Mintz's analysis does develop further Novick's explanation of the rise of Holocaust awareness in the non-Jewish world **as a consequence of Jewish power**, but there is still an explanatory void here. Mintz explains through invoking the power of *Holocaust* and *Schindler's List* how the murder of Europe's Jews became an American tale but I am not convinced he explains why. There are some interesting and pertinent observations made. For example the idea that Cold War politics helped shape a cult of the survivor which subsequently promoted Holocaust survivors as secular saints is fascinating and subverts the orthodox account of the negative impact the Cold War had on understanding the Holocaust. But for the most part it is that orthodoxy which is recounted here. Although this traditional narrative explains the fluctuations in the popular resonance of the Nazi genocide, **what it does not do is explain what the USA, and especially non-Jewish America, gains from the contemporary proliferation of Holocaust memory**. [*Difficile à expliquer, effectivement.*]

However, the second essay, "Two Models of Representation," does begin to answer some of the questions left unanswered in the first. Essentially Mintz compares two modes of engaging with the Holocaust: the exceptionalist model which sees the Holocaust as being represented on its own terms, by an aesthetics and poetics constructed within the event itself; and the constructivist model which sees Holocaust as being refracted through dominant cultures of representation. Again Mintz's observations are acute--for example, the idea that each representational mode has developed its own clichés: for the former the camp universe, the latter the ghetto. That Mintz is more convinced by the constructivist model is also reassuring; it would be difficult to argue that the Holocaust is not appropriated or even misappropriated in the USA, Europe, and Israel. But Mintz's decision to only express a preference for one mode over another seems somewhat problematic. **The notion that the Holocaust is a cultural construction moulded by the cultures** which engage with the event does not allow the notion, implicit within the exceptionalist model, that the Holocaust is an irreducible and unique event which ruptures all representational conventions to survive. As Mintz himself implicitly identifies it, the notion of rupture--that the world changed direction once it reached Auschwitz--is **itself a cultural construction**. [*Ça va leur clouer le bec !*]

Mintz's critique of Holocaust films, which makes up the third and most substantial chapter, is again fairly straightforward, although that does not mean that it is uninteresting. Reviewing the reception of three films (*Judgment at Nuremberg*, *The Pawnbroker*, and *Schindler's List*) inculcates a sense of each of them as a distinct American cultural event, and as such reinforces the **constructivist approach** to Holocaust representation. [*Remarquez que l'emmerdatoire Shoah de Lanzmann n'a pas traversé l'Atlantique !*] Each of the films is shown to have reflected a set of American priorities at the time of release--Mintz's deconstruction of *Schindler's List* as a redemptive, Christian narrative, for example, is illuminating and convincing. But we can return here to my comments on the first chapter. America, undoubtedly with Spielberg's help, **has the Holocaust that it wants**--indeed Britain and Europe have

their Holocausts too. [*De même que les pingouins du pôle sud .*] As such it is not the power of cultural texts that have facilitated the preponderance of Holocaust memory in the late twentieth century but the demands of the cultures of remembrance themselves.

Mintz is untroubled by the observation that the shape of a particular version of the Holocaust is determined by a memorial culture. Indeed in his final essay, a meditation on the future of Holocaust remembrance, he explicitly calls for individuals and groups to give thought to the way in which they choose to interpret the lessons and the legacies of the Holocaust and to acknowledge that this is a constructive process. Perhaps one of the most interesting implications of this final essay is that Mintz is essentially calling for those scholars, and I fear I must count myself amongst their number, **who chose to critique the use and abuse of the Holocaust** to give some thought to the Holocaust memories that they wish to construct. At the heart of Mintz's argument is the observation that the Holocaust enjoys a privileged place in contemporary memory not because of the innate moral worth of its lessons but because of the service that it can provide for the memorialising society, something which begins to fill the analytical void within the first essay. [*Les besoins d'Israël, connaît pas* ] If those of us concerned with the memory of the Holocaust do not explicitly attempt to shape the future of memory, Mintz implies, **then it will not be long before it fades and amnesia returns.** [*Eh oui ! cette maladie va guérir un de ces jours et on déboulonnera ces idoles de carton pâte, comme les précédentes...* ]

Although at times Alan Mintz could have been more challenging, he has written four accessible essays on Holocaust memory. The arguments that underpin all of them deserve consideration by anyone interested in the history of Holocaust memory, and it is to be hoped that scholars give some thought to the challenge that Mintz sets them: to design the future of the Holocaust in a changing world.

H-Net, Published by H-Judaic@h-net.msu.edu (February, 2003).

*On voit d'ores et déjà que peut se préparer une nouvelle discipline à enseigner aux universités: «histoire et sociologie de la représentation historique de la construction de l'Holocauste». Et ainsi de suite.*

§== **Bis repetita placent.** Le texte de Botsford, *Freedom of expression, dissenting historians, and the Holocaust revisionists*, (1998) que nous avons mise sur notre site depuis longtemps a été repris par des gens qui ne nous sont pas connus. Nous leur disons: "Most Welcome":

<<http://thecensureofdemocracy.150m.com/freedomspeech.htm>>

§==**Pot de colle des sages décisions.** Signalé par H-Antisemitism, une réédition attendue par certains: *The Protocols of the Learned Elders of Zion*, translated by Victor Marsden (1910). This is one of the world's most notorious books. In reissuing it, The Book Tree has no agenda. We are not a "hate group", nor are we affiliated with any such group. After careful study we have concluded and publicly state that we do not endorse it as valid except, if anything, by coincidence alone. Although it is an unquestionable forgery to most everyone, we still offer it as a tool for people to understand how nations and people can be duped. The Protocols supposedly outlines a plan of action by elders of the Jewish Nation to rule the world -- to take control over key organizations, including assets, in order to manipulate world affairs in their favor. All copies were destroyed in Russia in the early 1900s by the Kerensky regime. The Book Tree does not believe in the suppression of information. Instead of covering up or suppressing controversial books, we believe they should be made available and studied. Education and honesty is the key, not suppression. We are the first publishers to state clearly on the book that it is considered a forgery. This book is also considered extremist propaganda and has been banned in a number of other countries. BT-158 • ISBN 1-58509-015-8 • 312 pages, \$24.95

The Book tree, c/o Post Office Box 16476, San Diego, CA 92176

United States of America, 1 (619) 280-1263. email: <[booktree@cts.com](mailto:booktree@cts.com)>

Ils republient aussi les livres de Nesta Webster, une antisémite britannique fort connue.

§== **Quatorze ans c'est long.** Le "pas encore repris-de-justice" Enrico Porsia, 14 ans de taule encore à faire prochainement en Italie, rédacteur en chef du site [amnistia.net](http://www.amnistia.net), fait du tourisme colonial. Il va en Guyane photographier les nègres et les Brésiliennes dénudées. Sordide.

<<http://www.amnistia.net/exiles/guyane/guyane00.htm>>

§==**Et mes rites ?** Au bas d'une pétition, la signature de Vidal-Sifflet. Normal. Aucune pétition n'est acceptée dans les journaux si elle n'est pas contresignée par le contrôleur général des pensées correctes. C'est l'habitude. Mais cette fois-ci, le nom du polypréfacier était suivi de la mention, "professeur émérite à l'Ecole...plouf plouf". Il a fallu attendre toutes ces années pour le décramponner ! Un vain peuple pourrait penser que le mot émérite voudrait dire qu'il excellait en quelque chose. Que nenni: ça veut dire tout simplement qu'il a su intriguer dans les bureaux pour qu'on lui conserve son salaire entier, comme s'il était encore en activité, malgré sa mise à la retraite. On peut être rigide sur la morale et aimer toucher

des sous. C'est pas incompatible, la preuve.

Mais celle que nous préférons est l'annonce de soirées culturelles et cinématographiques avec le gratin palestiniano-germano-pratin, Sanbar, Bitton, Dominique Vidal, et autres freluquettes et freluquets. Le 31 mars, on annonçait: "Pierre Vidal-Roquet (historien, sous réserve)". Cet "historien, sous réserve" nous paraît d'un goût parfait. Il y a les historiens véritables, les historiens besogneux, les historiens militaires, les historiens amateurs, et finalement, aussi, en plus, les "historiens, sous réserve". Roquet est peut-être le seul qui relève de cette catégorie, mais elle dit tout en trois mots.

§==**Chaises musicales.** Un site qui décide de voir les Allemands comme *victimes* de la deuxième guerre mondiale. Et warum nicht ?

<<http://www.opfergang.de>>

§== **Taulards et tricards.** Amaudruz est sorti de prison. Zündel est en prison, pour une durée indéterminée, sans chef d'accusation. David Duke (un révisionniste qui n'est pas de nos proches) entre en prison. En Russie, le révisionniste Limonov est condamné à quatre ans. Plusieurs autres attendent d'être jetés sur la paille humide. Les défenseurs des droits de l'homme sont aux abonnés absents.

§== **Sentinelles.** Comme le fait remarquer le libraire, l'objet de ce livre est très répandu mais son histoire est rarement écrite: l'histoire de la merde ! *History of Shit*, par un certain Dominique Laporte:

<<http://www.loompanics.com/cgi-local/SoftCart.exe/cgi-local/smpagegen.exe?U+sstore+mvbw6435ff11a511+-p+-c+scstore.cfg+99187>>

§== **Contre les Gentils.** La *Somme théologique* de Saint Thomas d'Aquin, en français, sur le net, sur votre écran de mécréant:

<[http://bibliotheque.editionsducerf.fr/html/Corpus/Frame\\_thomas.htm](http://bibliotheque.editionsducerf.fr/html/Corpus/Frame_thomas.htm)>

§== **On vaut pas cher.** Moins que chez les bouquinistes. Les rapiats d'aministia.net vendent le dossier 5 euros seulement:

[aministia.net/les dossiers](http://aministia.net/les_dossiers); Commandez-le en ligne

Paiement sécurisé (protocole SSL) par carte bancaire: vous serez dirigés vers le service Ecopay ou par chèque en nous retournant le bulletin ci-dessous. **Prix: 5 euros**

#### **L'offensive négationniste à l'université:**

**De Lyon à Tokyo** par Didier Daeninckx et Arnaud Nanta

Ce dossier réunit les plus importantes enquêtes que nous avons publiées depuis 1999. Vous le recevrez en format PDF directement dans votre boîte e-mail. **C'est un véritable petit livre** interactif que vous pourrez aisément imprimer, ou consulter directement sur votre écran en ayant un accès immédiat à l'abondante documentation par hypertexte.

*Bientôt, ils vendront les rédactions de l'ahuri en CM2...*

§== **En panne.**

Halina Birenbaum was born in Warsaw, where, as a child, she lived with the nightmare of the war. In the Majdanek Concentration Camp she spent **a night in a gas chamber**; in the morning it turned out that the Germans had run out of gas.

<<http://www.zchor.org/birenbaum/halina.htm>>

*Ils n'avaient pas trouvé le robinet....*

§== **Colossale banalizzazione.** *Olocausto/Olocausti, lo sterminio e la memoria*, a cura di Francesco Soverina, prefazione di Luigi Cortesi, Edizioni Odradek. Les sourcilleux prêtres du site <Olokaustos> trouvent que ce livre est une "colossale banalizzazione", qu'il effectue une "dérive" à laquelle il est difficile de s'opposer sans avoir l'air de maltraiter les autres victimes, non-désignées mais évidemment non-juives, et qu'il n'offre "rien d'heuristique". Il affirment en outre, sans doute parce qu'ils courbent sous le poids de l'accusation, qu'ils ne sont pas les chiens de garde d'une "unicité téléologique de la Shoah". *Purtroppo*, ce négationnisme-là est démenti par ce qu'ils font.

§== **Sanglant honneur.** La direction du site italien <Olokaustos.it> se pavane et se rengorge. Ils ont été invités à Rome aux célébrations de la proclamation, en 1948, du vol de la Palestine par les massacreurs au pouvoir. Ils sont extrêmement satisfaits et se promettent de lécher les bottes sanglantes

des génocideurs, avec leur belle conscience.

§== **Hitler connais pas.**

### 'Hitler' Exec Producer Fired Over Remarks

Los Angeles (Zap2it.com) 10 avril -- The executive producer of a CBS miniseries about Adolf Hitler's rise to power has been fired after giving an interview in which **he compared the current mood of Americans to that of the Germans who helped Hitler rise to power.**

According to *The Hollywood Reporter*, Gernon was fired Sunday (April 6) from Alliance Atlantis, the production company making "Hitler: The Rise of Evil" for CBS. He had worked there 11 years and was head of the firm's long-form programming division.

Neither Gernon nor Alliance Atlantis is commenting on the matter.

"Hitler" has caused controversy ever since CBS announced its intentions last summer. In an interview with TV Guide about the four-hour film, scheduled for May, Gernon compares many Americans' acceptance of a war in Iraq to the fearful climate in post-World War I Germany, of which Hitler took advantage to become its ruler.

"It basically boils down to an entire nation gripped by fear, who ultimately chose to give up their civil rights and plunged the whole nation into war," Gernon said in the interview. "I can't think of a better time to examine this history than now."

Gernon's remarks reportedly didn't go over well at CBS, which has tried very hard to frame "Hitler" as a historical piece that in no way sensationalizes or offers excuses for Hitler's actions.

<<http://tv.zap2it.com/news/tvnewsdaily.html?30964>>

§== **En anglais.** En anglais, "spin" est un verbe qui désignait l'acte de filer la laine, mais qui désigne surtout le fait de tourner sur soi-même. Donc, par dérivation, le fait de tourner des choses, en particulier des histoires, pour leur faire dire le contraire de ce qu'elles disent. Donc les hommes politiques sont environnés, dans le jargon des anglosax de "spin doctors". Ce sont les menteurs professionnels, ceux qui sont chargés de fabriquer l'image du politocard, journalistes, publicitaires, etc. Alors imaginez un politicien qui s'appellerait Jo, comme Liberman ou d'autres, et demandez-vous comment s'appellerait le menteur professionnel chargé de nous bourrer le mou: Jo's spin.

§== **Amusant.** Voir un site juif (militant) publier Leuchter -- et quelques autres -- ne manque pas de sel. Nous avons trouvé l'intervention de Leuchter à la 9e conférence de l'IHR (February 18-20, 1989) compressée sur le site <<ftp://ftp.std.com/obi/Rants/>> On y trouve aussi les *Protocoles*, un peu de Zündel et d'autres inconvenances. Tout cela provient d'un site "anti-Protocoles" et prozolo géré par un certain David Dickerson:

<<http://ddickerson.igc.org/protocols.html>>

§== **Résistance.** Il faut résister. Résister aux mauvais jeux de mot très incorrects comme "Jew York" ou "Youre-Rhin". Pas de ça, Lisette. Mais alors, disons: "Outre-Rhin", on trouvera des nouvelles anti-révisionnistes militantes, et contre l'extrême-droite (dont on sait qu'une bonne partie n'est pas extrémiste du tout) sur le site *Informationsdienst gegen Rechtstextremismus*:

<<http://www.idgr.de/>>

Ils ont aussi un grand texte de Friedrich Paul Heller sur "Négation de l'Holocauste et nouvel antisémitisme":

<<http://www.idgr.de/texte-1/rechtstextremismus/antisemitismus/antisemitismus-international.html>>

Le "nouvel antisémitisme", pour ces gens-là est celui qui s'est, pour la première fois, exprimé sur la scène mondiale à la Conférence de Durban en 2001. Il s'agit donc en fait de "rebaptiser" l'antisionisme. Heller est bien obligé de discuter celui qu'il qualifie de "renégat", notre ami Horst Mahler, mais on reste consterné par cette débilite intellectuelle.

§== **La massue et l'argent.** A few months ago, the "Eine-Welt-Haus" (One World House) in Munich organized a "Palästina-Tage" meeting which had otherwise been taking place for several years already. One of the key speakers (a Palestinian born Munich resident) made terrible anti-Semitic statements, talking of a "Zionist aggression towards Palestinians", Sharon was compared with Hitler. A speaker claimed that it is not possible to talk freely about Israeli politics and spoke of the "Holocaust lobby", the "Holocaust industry", and the so-called "*Auschwitzkeule*", ["La massue d'Auschwitz"] a term the German writer Martin Walser has used before (Walser meant the teaching and commemoration of the Holocaust

in Germany). No voices of protest by the audience were heard. The institution is partly sponsored by the city council of Munich. It is known as a meeting place for all kinds of alternative groups and NGO's, considered a place for multi-cultural communication. All together rather but not necessarily leftist. The mayor of Munich (a Social Democrat) was pretty shocked when this came to the public through letters published by *Süddeutsche Zeitung*. As a result, further payments for these "Palästina-Tage" were stopped. H-Holocaust, Margret Chatwin, 13 avril 2003.

+++++

Informations et commentaires tirés du site **aaargh**

<<http://aaargh-international.org/fran/actu/actu03/actu0305.html>> (version Web)

La version PDF se trouve aux adresses suivantes:

<<http://conseilsderevision.tripod.com>>

<<http://aaargh-international/fran/livres3/cr0305.pdf>>